

AUGUST 1st 1980

No. 1

1er AOÛT 1980

|  | <u>pages</u> |   |
|--|--------------|---|
| <u>Joint Regulation No. 11 of 1980</u><br>to provide for the issue and production of passports and matters connected therewith.  | 1-11         | <u>Règlement Conjoint No. 11 de 1980</u><br>relatif aux Passports et questions connexes. ✓  |
| <u>Joint Regulation No. 14 of 1980</u><br>to provide for transfer of statutory functions and powers  | 12-17        | <u>Règlement Conjoint No. 14 de 1980</u><br>relatif au transfert des fonctions et pouvoirs statutaires.   |
| <u>Joint Regulation No. 15 of 1980</u><br>to provide for the Secrets of the Government   | 18-33        | <u>Règlement Conjoint No. 15 de 1980</u><br>relatif aux Secrets d'Etat.   |
| <u>Joint Regulation No. 16 of 1980</u><br>to provide for Citizenship by naturalization, renunciation of citizenship and the establishment of a citizenship Commission. | 34-54        | <u>Règlement Conjoint No. 16 de 1980</u><br>relatif à l'acquisition de la Nationalité Vanuatuanne par naturalisation, à sa répudiation et à la constitution d'une Commission de la Nationalité. |
| <u>Joint Regulation No. 18 of 1980</u><br>providing for the establishment of a Teaching Service Commission   | 66-74        | <u>Règlement Conjoint No. 18 de 1980</u><br>portant création de la Commission du Service de l'Enseignement.   |
| <u>Joint Regulation No. 19 of 1980</u><br>to provide for public holidays   | 75-82        | <u>Règlement Conjoint No. 19 de 1980</u><br>relatif aux fêtes chômées   |
| <u>Joint Regulation No. 20 of 1980</u><br>to establish a Commission to advise on Law Reform and Legislation proposals.   | 83-91        | <u>Règlement Conjoint No. 20 de 1980</u><br>portant création d'une Commission Consultative en matière de réformes et de propositions législatives   |
| <u>Joint Regulation No. 21 of 1980</u><br>to amend the Joint Immigration Regulation No. 18 of 1971   | 92-105       | <u>Règlement Conjoint No. 21 de 1980</u><br>portant modification du R.C. No. 18 de 1971   |
| <u>Joint Regulation No. 22 of 1980</u><br>amending the Local Government Regulation   | 106-109      | <u>Règlement Conjoint No. 22 de 1980</u><br>prorogeant le mandat des conseillers municipaux et communaux.   |

Note : Il n'y a pas de page 55 à 65 ni de Règlement Conjoint No. 17 de 1980  
There is no pages 55 to 65 and no joint regulation No. 17 of 1980

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 11 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 11 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 9 Juillet 1980 ,  
Relative aux Passeports et questions connexes.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;


A R R E T E M E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° 11 de 1980  
ci-après annexé.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter le Jour de  
l'Indépendance.

Port-Vila, le 29 Juillet 1980

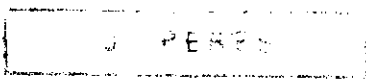
Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J.J. ROBERT

Le Chancelier

  
J. PERES

LOI RELATIVE AUX PASSEPORTS

TABLE DES MATIERES

1. Définition
2. Délivrance des passeports
3. Nom et signalement des mineurs
4. Attestations d'identité ou titres de voyage
5. Obligation de posséder un passeport valide pour toute personne entrant ou sortant de Vanuatu
6. Autorisation par le Chef du Service des passeports de permettre à une personne d'entrer à Vanuatu sans passeport
7. Le Chef du Service des passeports peut exiger de toute personne ~~qu'elle lui remette son passeport~~

---

8. Pouvoir des tribunaux d'ordonner le dépôt d'un passeport dans le cadre d'une affaire pénale
9. Pouvoir des tribunaux d'ordonner le dépôt d'un passeport dans le cadre d'une affaire civile
10. Pouvoir du Chef du Service des passeports de retirer les passeports dans certaines circonstances
11. Passeports retirés aux citoyens
12. Délits
13. Arrêté du Ministre
14. Dispositions transitoires
15. Abrogation

8 juillet

1980  
Original : Anglais

DELIBERATION No 11 DE 1980

Relative aux passeports et questions connexes.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Echange de Lettre de 15 Septembre 1977

EN sa séance du... 8... Juillet. 1980

A A D O P T E

ARTICLE 1er.

Dans le présent Règlement, sauf lorsque le contexte l'exige autrement :

"Chef du service des passeports" désigne la personne nommée à ce poste par le Ministre, tout agent du Service de l'immigration ou tout autre agent assumant les fonctions de Chef du service des passeports dans la cadre du présent Règlement.

"Ministre" désigne le Ministre en titre chargé des questions relevant du présent Règlement ou tout Ministre agissant en son nom;

"passeport" s'applique aux passeports délivrés aux citoyens ou sujets d'un pays par son gouvernement ou au nom de celui-ci, qui par la photographie et les signalement qu'ils portent certifient l'identité de leurs titulaires et qui est toujours valide;

"titulaire d'un passeport" désigne une personne au nom de laquelle et à qui un passeport a été délivré.

ARTICLE 2.

1. Il est délivré un passeport aux citoyens de la République de Vanuatu qui, soit en personne, soit par l'intermédiaire de leur père, de leur mère ou de leur tuteur légal, en font la demande sous la forme prévue auprès du Chef du service des passeports.

2. Les personnes soumettant une demande de passeport en vertu des dispositions du paragraphe 1 doivent justifier de leur citoyenneté en se conformant aux modalités prévues à cet effet.

ARTICLE 3.

Le Chef du service des passeports peut faire figurer le nom et le signalement d'un mineur de moins de 16 ans sur le passeport de son père, de sa mère ou de son tuteur légal.

ARTICLE 4.

1. Lorsque pour un motif quelconque, il s'avère impossible de délivrer un passeport à un citoyen en soumettant la demande, le Chef du service des passeports lui remet une attestation d'identité ou un titre de voyage s'il estime que le déplacement envisagé présente un caractère d'urgence.

2. Le Chef du service des passeports peut délivrer une attestation d'identité ou un titre de voyage à une personne qu'il peut légitimement croire soit apatride, soit réfugiée.

ARTICLE 5.

1. Sous réserve des dispositions de l'Article 6, toute personne entrant ou sortant du territoire national doit être en possession d'un passeport valide.

2. Toute personne entrant ou sortant du territoire national présente son passeport au Chef du service des passeports qui le vérifie et le vise.

ARTICLE 6.

1. Lorsqu'il le juge opportun, le Chef du service des passeports peut autoriser une personne porteuse d'une attestation d'identité ou d'un titre de voyage à entrer ou sortir du territoire national.

2. Une personne sans passeport ou titulaire d'un passeport périmé peut être autorisée à entrer à Vanuatu si le Chef du service des passeports le juge opportun et s'il constate que :

- a) le passeport de ladite personne a été perdu ou qu'à la suite d'un cas de force majeure il a expiré pendant son voyage et
- b) qu'il peut être renouvelé ou prorogé pendant la période pour laquelle ladite personne est légalement autorisée à séjourner à Vanuatu.

ARTICLE 7.

1. Le Chef du service des passeports peut prier toute personne entrant à Vanuatu ou se trouvant sur le territoire national sans toutefois y résider de lui remettre son passeport.

2. Le Chef du service des passeports restitue tout passeport retiré en vertu des dispositions du paragraphe 1 lorsque son titulaire quitte le territoire national.

ARTICLE 8.

1. Un tribunal peut ordonner à quiconque de déposer au greffe le passeport de tout ressortissant étranger en liberté sous caution, en détention provisoire ou condamné à une peine d'emprisonnement ou à une amende.

2. Le tribunal restitue le passeport à son titulaire ou à la personne qui en est légalement responsable lorsque l'intéressé ne fait plus l'objet de poursuites pénales, a purgé sa peine de prison ou s'est acquitté de son amende.

3. Un tribunal peut, sur sa propre initiative ou à la demande de la personne exerçant les poursuites contre le titulaire du passeport, rendre une ordonnance en vertu des dispositions du paragraphe 1.

ARTICLE 9.

1. Un tribunal peut, sur sa propre initiative ou à la demande de toute personne, ordonner à quiconque de lui remettre le passeport d'un ressortissant étranger en vue de garantir une dette reconnue judiciairement et recouvrable par versements périodiques.

2. Un tribunal ne peut rendre une ordonnance en vertu des dispositions du paragraphe 1 si le titulaire du passeport fournit une autre garantie satisfaisante.

3. Le tribunal restitue un passeport déposé conformément aux dispositions du paragraphe 1 lorsque la garantie lui a été fournie ou qu'il constate que ladite garantie ne s'avère plus nécessaire.

ARTICLE 10.

1. Le Chef du service des passeports peut retirer tout passeport s'il a de bons motifs de croire que ce document se trouve en possession d'une personne autre que son titulaire ou qu'il a été délivré ou renouvelé à la suite d'une déclaration délibérément faussee ou fallacieuse.

2. Une personne ayant en sa possession ou détenant un passeport visé par l'Article 1 le remet dans les meilleurs délais au Chef du service des passeports sur sa demande.

ARTICLE 11.

Sous réserve des dispositions de l'Article 10, un passeport délivré conformément au présent Règlement ne peut être retiré :

- a) qu'en vertu des Règlement d'exception édictés conformément à l'Article 67 de la Constitution, ou
- b) qu'à la suite d'une ordonnance rendue par un tribunal dans les conditions et les formes prévues aux Articles 8 et 9 pour les passeports des ressortissants étrangers.

ARTICLE 12.

Toute personne qui, de façon délibérée,

- a) refuse ou omet de se conformer à toute demande ou injonction légale faite conformément au présent Règlement ;
- b) fait une fausse déclaration dans le but de se voir délivrer un passeport ou une carte d'identité,
- c) fait une fausse déclaration au Chef du service des passeports dans le cadre des dispositions de l'Article 6
- d) altère, sciemment et sans y être habilitée, un passeport sous quelque forme que se soit ;
- e) de toute autre manière enfreint les dispositions du présent Règlement, ou
- f) aide ou incite toute personne à se conformer ou à omettre de se conformer, selon le cas, aux dispositions susmentionnées [se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une peine d'emprisonnement de 5 ans ou d'une amende de 100.000 FNH ou des deux peines à la fois.

ARTICLE 13.

Le Ministre peut, par arrêté compatible avec les présentes, prescrire toutes dispositions nécessaires y compris le modèle des passeports délivrés et les droits payables au titre des demandes présentées conformément au présent Règlement.

ARTICLE 14.

Tout titre de voyage délivré en vertu du Règlement Conjoint No.13 de 1969 demeure valable et est considéré comme passeport aux fins d'application des présentes pour une période de 6 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Règlement, étant entendu que les titres de voyage des personnes ne se trouvant pas à Vanuatu à ladite date resteront valides jusqu'à ce qu'ils expirent ou jusqu'à ce que lesdites personnes reviennent sur le territoire nationale, au premier échu de ces termes.

ARTICLE 15.

Le Règlement Conjoint No.13 de 1969 est abrogé à compter du jour de l'Indépendance.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. M of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. II of 1980, passed the 8th day of July 1980. To provide for the issue and the production of Passports and matters connected therewith.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

Scheduled Resolution put into effect.

1. The Resolution of the Representative Assembly No. II of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

Short title and commencement.

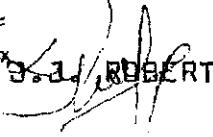
2. This Joint Regulation may be cited as the Passports Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence.

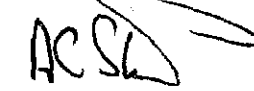
ENACTED at Vila this 29 day of July 1980.

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides,

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

Pou  
de la République française aux  
Nouvelles-Hébrides

  
J. ROBERT

  
A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES



PASSPORTS REGULATION1980ARRANGEMENT OF SECTIONS

1. Interpretation.
2. Issue of passports.
3. Endorsement of names of young persons.
4. Certificates of Identity or travel documents.
5. Persons entering or leaving Vanuatu to be in possession of valid current passports.
6. Discretion of Principal Passport Officer to permit persons to enter without passports.

---

7. Principal Passport Officer may require person to deliver passport for retention.
8. Power of court to order delivery of passport to it in criminal proceedings.
9. Power of court to order delivery to it of passport in civil proceedings.
10. Power of Principal Passport Officer to take possession of passports in certain circumstances.
11. Confiscation of passports of citizens.
12. Offences.
13. Orders.
14. Transitional and Saving.
15. Repeal.

8 July

1980.  
Original: EnglishRESOLUTION NO 11 OF 1980

To make provision for the issue and the production of Passports and matters connected therewith.

The Representative Assembly of the New Hebrides at its sitting on the 8th July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15th September 1977 to adopt the following measures :-

- |   |    |  |
|---|----|--|
| Interpretation.   | 1. | <p>In this Regulation unless the context otherwise requires -</p> <p>"Minister" means the Minister for the time being responsible for matters under this Regulation or any Minister acting on his behalf;</p> <p>"Passport" means a passport issued by or on behalf of a Government of the country of which the person to whom it relates is a subject or citizen and which by means of an attached photograph and otherwise identifies that person and which is still in force;</p> <p>"Passport holder" means a person in whose name and to whom a passport has been issued;</p> <p>"Principal Passport Officer" means the person appointed as such by the Minister or any immigration officer or other officer carrying out the duties of the Principal Passport Officer under this regulation.</p> |
| Issue of passports.   | 2. | <p>(1) A citizen of the Republic of Vanuatu shall be issued with a passport if he makes application either himself or by his parent or lawful guardian to the Principal Passport Officer on the prescribed form.</p> <p>(2) An applicant for a passport under subsection (1) shall provide such evidence of his entitlement to citizenship as may be prescribed.</p>   |
| Endorsement of names of young persons.  | 3. | <p>The Principal Passport Officer may endorse the name and particulars of a person under the age of 16 years on the passport of the parent or lawful guardian of that person.</p>  |
| Certificates of Identity or travel documents.                                       | 4. | <p>(1) When for any reason it is not practicable to issue a passport to a citizen the Principal Passport Officer shall if he considers that the citizen has urgent need to travel issue him with a certificate of identity or travel document.</p> <p>(2) The Principal Passport Officer may issue a certificate of identity or travel document to a person who, he is satisfied, is either a stateless person or a refugee.</p>   |
| Persons entering or leaving Vanuatu to be in possession of valid current passports. | 5. | <p>(1) Subject to section 6 all persons entering or leaving Vanuatu shall be in possession of a valid current passport.</p> <p>(2) All persons entering or leaving Vanuatu shall on demand by the Principal Passport Officer produce their passport for inspection and endorsement by him.</p>   |

- Discretion of  
Principal Passport  
Officer to permit  
persons to enter  
without passports.
6. (1) The Principal Passport Officer may in his discretion permit persons to enter or leave Vanuatu who carry a certificate of identity or travel document.
- (2) The Principal Passport Officer may in his discretion permit a person to enter Vanuatu without a passport or a current passport if he is satisfied that -
- (a) the passport of that person has been lost on his journey to Vanuatu or because of a genuine mistake expired during that journey and
- (b) a new passport or renewal of passport can be obtained before the end of the period in which that person is lawfully permitted to remain in Vanuatu.
- Principal Passport  
Officer may require  
person to deliver  
passport for  
retention.
7. (1) The Principal Passport Officer may require any person entering Vanuatu or who is present in Vanuatu but not a resident therein to deliver his passport to the Principal Passport Officer for retention by him.
- (2) The Principal Passport Officer shall return a passport delivered to him in accordance with subsection (1) when the person to whom it was issued leaves Vanuatu.
- Power of Court to  
order delivery of  
passport to it in  
criminal proceedings.
8. (1) A Court may order any person to deliver to it the passport of any non-citizen who is granted bail, remanded in custody or sentenced to a term of imprisonment or a fine.
- (2) The Court shall return the passport to the passport holder or the person claiming lawful custody thereof when the passport holder is no longer subject to criminal proceedings, has completed his term of imprisonment or paid his fine.
- (3) A Court may make an order under subsection (1) on its own motion or on application by a person conducting the prosecution of the passport holder.
- Power of Court to  
order delivery to  
it of passport in  
civil proceedings.
9. (1) A court may on its own motion or the application of any person order any person to deliver to it the passport of any non-citizen as security for payment of a judgment debt including an order for periodic payments.
- (2) A court shall not make an order under subsection (1) if the passport holder provides other adequate security.
- (3) The court shall return a passport delivered to it under subsection (1) when either adequate security has been provided to it or it is satisfied that security is no longer required.
- Power of Principal  
Passport Officer to  
take possession of  
passports in certain  
circumstances.
10. (1) The Principal Passport Officer may take possession of any passport which he reasonably believes is in the wrongful possession of a person or has been issued or renewed by means of any wilfully false or misleading statement.
- (2) A person having in his possession or control a passport, to which subsection (1) applies shall on demand deliver it without unreasonable delay to the Principal Passport Officer.

Confiscation of  
passports of  
citizens.

11.

Subject to section 10 a passport issued in accordance with this Regulation may only be taken from a citizen -

- (a) in accordance with Emergency Regulations made under Article 67 of the Constitution or
- (b) by order of a court made in the same circumstances and in the same manner as is provided for the passports of non-citizens in sections 8 and 9.

Offences.

12.

A person who wilfully -

- (a) refuses or neglects to comply with a lawful request or demand made pursuant to this Regulation;
- (b) makes any false statement for the obtaining of a passport, certificate of identity or travel document;
- (c) makes any false statement or representation to the Principal Passport Officer in connection with Section 6;
- (d) knowingly and unlawfully makes any alteration, addition, deletion or endorsement in any passport, certificate of identity or travel document;
- (e) in any other manner contravenes the provisions of this Regulation or
- (f) aids or abets any person to do or neglect to do as the case may be any of the aforementioned is guilty of an offence and on conviction shall be liable to imprisonment for 5 years or a fine of 100,000 FNH or both such fine and imprisonment.

Orders.

13.

The Minister may by order not inconsistent with this Regulation prescribe any thing that may be required to be prescribed including the form of passports to be issued under this Regulation and the fees payable on applications made under this Regulation.

Transitional and  
Saving.

14.

Any travel document issued under the Travel Documents (for use as Passports) Regulation shall remain valid and be deemed a passport for the purpose of this Regulation for a period of 6 months from the coming into operation of this Regulation except in the case of a person outside Vanuatu at that time whose travel document shall remain valid until its expiry or the return of that person to Vanuatu whichever event occurs first.

Repeal.

15.

The Travel Documents (for use as Passports) Regulation shall be repealed with effect from the Day of Independence.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 14 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 14 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 8 Juillet 1980 ,  
Relative au transfert des fonctions et des pouvoirs statutaires.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération de l'Assemblée Représentative N° 14 de 1980 ci-après annexée.

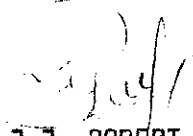
ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter le Jour de l'Indépendance.

Port-Vila, le 29 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J.J. ROBERT

Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

TRANSFERT DES POUVOIRS

REGLEMENT

Table des Matières

1. Pouvoir du Président de la République de transférer les pouvoirs, les obligations et les fonctions.

---

  2. Pouvoir du Président de la République de remplacer le nom ..... d'agents ou ..... de personnes.
  3. Période d'exercice des Pouvoirs du Président de la République.
-

ASSEMBLEE REPRESENTATIVE  
DES  
NOUVELLES-HEBRIDES

DELIBERATION N° 14 DE 1980

Relative au transfert des fonctions et des pouvoirs Statutaires.

1. Le Président de la République peut, sur avis du Conseil des Ministres, transférer par décret l'exercice d'un pouvoir, d'une obligation, d'une fonction investis dans ~~une personne quelconque aux termes d'un Règlement au~~ Président de la République, à un Ministre, à un fonctionnaire ou à toute autre personne spécifiée par le décret.
2. Le Président de la République peut, sur avis du Conseil des Ministres, substituer par décret toute référence fait à un fonctionnaire ou à un autre personne mentionnée dans tout Règlement, en désignant le Président, un Ministre, un fonctionnaire ou une autre personne.
3. Les pouvoirs conférés aux termes des Articles 1 et 2 peuvent être exercés au cours d'une période d'un an à compter du Jour de l'Indépendance, sauf dans le cas où, avant cette échéance, le Parlement prolonge cette période par Délibération

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 14 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 14 of 1980, passed the 8th day of July 1980. To provide for transfer of statutory functions and powers.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

- |                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| Scheduled Resolution put into effect. | 1. The Resolution of the Representative Assembly No. <u>14</u> of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.        |
| Short title and commencement.         | 2. This Joint Regulation may be cited as the Transfer of Powers Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence. |

ENACTED at Vila this 29 day of July 1980.

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides.

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner.

*ACSD*

A.C. STUART

*J.J. ROBERT*  
Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

J. PERES



TRANSFER OF POWERS REGULATION

1980

ARRANGEMENT OF SECTIONS

1. Power of President to transfer powers, duties or functions.
  2. Power of President to substitute reference to officers or persons.
  3. Time Limit on President's powers.
-

8 July

1980.

Original: English

RESOLUTION No. 14 OF 1980

To provide for transfer of statutory functions and powers.

The Representative Assembly at its sitting on the 8<sup>th</sup> day of July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of 15th September 1977 to adopt the following measures :-

Power of  
President  
to transfer  
powers,  
duties or  
functions.

1. Where by any Regulation the exercise of any power or the performance of any duty or function is vested in any person or body the President acting on the advice of the Council of Ministers may by order transfer the exercise of such power or the performance of such duty or function to the President, a Minister, public officer or other person as may be specified in the order.

Power of  
President to  
substitute  
reference to  
officers or  
persons.

2. The President may on the advice of the Council of Ministers by order substitute with effect from a date specified in the order for any reference to a public officer or other person made in a Regulation a reference to the President, Minister, public officer or other person as may be specified in the order.

Time Limit  
on President's  
powers.

3. The powers under sections 1 and 2 shall be exercisable for a period of one year from the Day of Independence unless before the end of that period Parliament extends such period by such time as shall be given in the resolution.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 15 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 17 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 8 Juillet 1980 ,  
Relative aux Secrets d'Etat.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

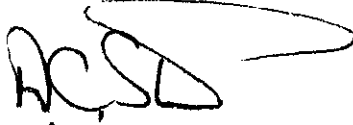
A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° 17 de 1980  
ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter le Jour de  
l'Indépendance.

Port-Vila, le 23 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J.J. ROBERT

Pour le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles Hébrides

Le Chancelier

J. PERES

REGLEMENT RELATIF AUX SECRETS D'ETATTABLE DES MATIERES

1. Définition
2. Délits consistant dans l'usage sans autorisation et la communication illégale de matériel classifié ou d'information par des agents au Service du Gouvernement.
3. Obligation de signer une déclaration pour les personnes exerçant une fonction au Service du Gouvernement.

---

4. Délite commis par des personnes ne travaillant pas dans les Services du Gouvernement.
5. Délits consistant en la possession illégale de matériel classifié par des personnes ne travaillant pas dans les Services du Gouvernement.
6. Tentatives, incitations, etc.....
7. Autorisation des poursuites.
8. Délits commis en dehors du Territoire de la République de Vanuatu.
9. Lieu du délit.
10. Procès à huis-clos.
11. Prouve de l'intention volontaire de porter préjudice à la sécurité du Gouvernement.
12. Prouve de l'autorité légale.
13. Peine.

A N N E X E

Déclaration des personnes exerçant une fonction dans les Services du Gouvernement de la République de Vanuatu.

ASSEMBLEE REPRESENTATIVE  
DES  
NOUVELLES-HEBRIDES

DELIBERATION N° 17 de 1980

Relative aux Secrets d'Etat.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

En sa séance du ... 8 Juillet 1980

VU l'Article 23 de l'Annexe de l'Echange de Lettres du 15 Septembre 1977.

A A D O P T E :

1. (1) Dans le présent Règlement, sauf si le contexte impose un autre sens - "Article" comprend tout sceau officiel du Gouvernement et tout poinçon ou cachet du ou appartenant à, ou utilisés par le Gouvernement ou par tout service ou toute autorité dépendant du Gouvernement ;

"matériel classifié" signifie :-

- a) tout code officiel, plan, article ou document ayant rapport aux affaires du Gouvernement -

(I) classifié, pour raisons de sécurité, par le Service ou l'autorité compétente du Gouvernement comme ultra-secret, secret confidentiel, pour distribution restreinte

ou

(II) dont la possession, sans autorisation légale, pourrait, en raison de la nature du matériel, porter directement ou indirectement préjudice à la Sécurité des intérêts du Gouvernement ou de la République.

- b) toute information officielle, d'une nature confidentielle ou restreinte relative aux affaires du Gouvernement qui, sous forme de document, serait normalement classifié, au titre du paragraphe (a) (1) de la présente définition ;

- c) tout matériel ou information de nature confidentielle déposé ou enregistré dans un service du Gouvernement, conformément à une loi ;

.../...

"code" signifie un code, un mot d'un code, un chiffre ou tout groupe de lettres ou de chiffres ou des deux constituant une partie d'un code ;

"Gouvernement" signifie le Gouvernement de la République de Vanuatu ;

"emploi au service du Gouvernement" signifie tout emploi temporaire ou permanent dans ou sous l'autorité du Gouvernement, et toute fonction à titre de membre agent ou employé d'un conseil, d'une Commission ou d'un autre organisme établi par ou sous l'autorité de la Constitution, par un Règlement Conjoint ou un Acte du Parlement et inclut un emploi dans le service de l'enseignement et d'assesseur dans un tribunal ;

"plan" comprend tout croquis, modèle, dessin, patron et specimen ;  
"croquis" inclut la photographie et tout autre mode de représentation d'un lieu ou d'un objet ;

(2) Dans le présent Règlement -

- a) Les expressions se référant à la communication ou à la réception incluent toute communication ou réception en totalité ou en partie, qu'il s'agisse du matériel classifié lui-même ou seulement de sa teneur ou de sa description ;
- b) Les expressions se référant à l'obtention ou à la détention de tout matériel classifié incluent la copie ou l'action de faire copier le matériel classifié en totalité ou en partie ;
- c) Les expressions se référant à la communication de tout matériel classifié incluent le transfert ou la transmission du matériel classifié.

2. Quiconque, occupant un emploi au service du Gouvernement -

- a) obtient, rassemble, enregistre, publie ou possède sans autorité légale du matériel classifié, ou
- b) qui, <sup>en</sup> contravention à ses fonctions officielles, communique à quiconque du matériel classifié ; ou

.../...

- c) détient du matériel classifié sans y être autorisé ou lorsque ses fonctions ne le justifient pas ; ou
- d) n'exécute pas les directives de l'autorité légitime quant à l'usage, à la restitution, ou à la destruction du matériel classifié ; ou
- e) autorise une personne à avoir en sa possession du matériel classifié destiné à son seul usage ; ou
- f) trouve du matériel classifié perdu et omet de le rendre immédiatement à la personne ou à l'autorité pour laquelle ce matériel a été communiqué, ou au Gouvernement ; ou
- g) ne prend pas soin du matériel classifié ou se comporte de telle manière que la sécurité de ce matériel est compromise ; ou
- h) utilise ou permet l'utilisation, sous son contrôle, de matériel classifié dans le but de porter directement ou indirectement préjudice à la sécurité ou aux intérêts du Gouvernement.

Se rend coupable d'un délit.

3. (1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) le présent Règlement et en particulier l'Article 2 doit être porté à la connaissance de toute personne employée au Service du Gouvernement, à la date de la mise en vigueur du présent Règlement et de toute personne nommée au Service du Gouvernement après la mise en vigueur ; dans chaque cas l'intéressé doit signer une déclaration sur le modèle du formulaire figurant dans l'Annexe du présent document.

(2) Une personne qui se rend coupable d'un délit, aux termes de l'Article 2, ne peut constituer sa défense en prouvant que le paragraphe (1) ci-dessus n'a pas été appliqué.

4. Toute personne non employée au service du Gouvernement se trouvant légalement en possession de matériel classifié lui ayant été transmis confidentiellement par une personne occupant un emploi public qui:-

.../...

- a) communique d'une manière quelconque le matériel qui lui a été confié à une personne non autorisée spécifiquement ou à laquelle ses fonctions ne l'obligent pas à remettre ce matériel ; ou
- b) détient le matériel ainsi confié sans autorisation ou contrairement à ses obligations ; ou
- c) n'observe pas les directives données par l'autorité compétente quant à l'usage, la restitution, la destruction du matériel ainsi confié ; ou

- d) autorise toute personne à garder en sa possession le matériel confié pour son usage personnel ; ou
- e) n'en prend pas un soin suffisant, ou se comporte de manière à compromettre la sécurité de ce matériel ; ou
- f) Utilise, ou autorise à utiliser le matériel ainsi confié avec l'intention de porter préjudice directement ou indirectement à la sécurité ou aux intérêts du Gouvernement.  
Se rend coupable d'un délit.

- 5. Toute personne non employée au service du Gouvernement ayant en sa possession du matériel classifié, trouvé ou obtenu par hasard, qui néglige de le restituer immédiatement à la personne ou à l'autorité à laquelle il est destiné ou au Gouvernement ou à un agent de la Police, se rend coupable d'un délit.
- 6. Toute personne se livrant à une tentative d'infraction, aux termes du présent Règlement ou sollicitant ou persuadant une personne de commettre un tel délit ou aidant ou encourageant tout acte commis en vue de cette infraction, aux termes du présent Règlement, se rend coupable d'un délit.
- 7. La poursuite judiciaire pour infraction au présent Règlement ne peut être intentée sans l'autorisation écrite du Procureur.
- 8. Tout acte ou toute omission constituant un délit, aux termes

.../...



du présent Règlement, lorsqu'ils sont commis ou omis aux Nouvelles-Hébrides, ont le même caractère délictueux lorsqu'ils sont commis en dehors de Vanuatu par une personne ayant le statut de résident de Vanuatu ou employée au Service du Gouvernement et leurs auteurs peuvent être déférés devant les tribunaux de Vanuatu.

9. En vue de la procédure judiciaire, le délit commis par une personne, aux termes du présent Règlement, est considéré comme ayant été commis dans le lieu où il a réellement pris place ou en tout autre lieu de Vanuatu où l'on peut trouver le coupable.
10. En plus des pouvoirs dévolus au tribunal d'exclure le public des débats, si au cours d'un procès ou d'une audience d'appel relative à un délit commis aux termes du présent Règlement, le Parquet considère comme préjudiciable aux intérêts du Gouvernement la publication d'une preuve ou d'une déclaration attendue au cours des débats, il peut demander que le public ou une partie du public soit exclu pendant toute la durée ou une partie de l'audience. Le Tribunal peut délivrer une injonction favorable mais, dans tous les cas, la sentence est rendue en public.
11. Au cours d'un procès intenté à une personne coupable d'un délit, aux termes du paragraphe (h) de l'article 2 ou du paragraphe (f) de l'article (4), la preuve de l'intention volontaire de porter préjudice à la sécurité ou aux intérêts du Gouvernement doit être établie mais, même si cette preuve n'est pas établie, la personne peut être reconnue coupable s'il ressort des données du procès, ou de son comportement, ou de sa réputation, que son but était de porter préjudice à la sécurité ou aux intérêts du Gouvernement.
12. Il appartient à la personne excipant de son autorité légale d'en fournir la preuve et, par suite, dans la procédure d'accusation relative à un délit, aux termes du présent

.../...

Règlement, il n'est pas nécessaire de prouver l'absence d'une telle autorité.

13. Toute personne reconnue coupable d'un délit, aux termes du présent Règlement, est passible d'une amende n'excédant pas 60.000 FNH ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas trois ans ou des deux peines à la fois.

A N N E X E

Règlement (des Secrets d'Etats) N° 15 de 1980

Je soussigné .....

employé au Service du Gouvernement, déclare, par le présent, avoir connaissance des dispositions du Règlement des Secrets d'Etat de 1980, et en particulier de l'Article 2 ainsi que de la définition du matériel classifié de ce document.

Je déclare comprendre la signification de ce document et être pleinement conscient des conséquences graves que pourrait entraîner toute infraction à ces dispositions.

Je comprends d'autre part que des poursuites judiciaires peuvent être intentées contre moi pour tout délit commis, aux termes du présent Règlement, aux cours de mes fonctions actuelles ou en cours d'emploi à d'autres fonctions au Service du Gouvernement ou après avoir quitté le service du Gouvernement.

Fait à .....le .....en présence de..  
.....(témoin)

Signature du déclarant

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 15 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 17 of 1980, passed the 8th day of July 1980. To provide for the Secrets of the Government.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

- |                                       |   |
|---------------------------------------|---|
| Scheduled Resolution put into effect. | 1. The Resolution of the Representative Assembly No. 17 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.             |
| Short title and commencement.         | 2. This Joint Regulation may be cited as the Official Secrets Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence. |

ENACTED at Vila this 29 day of July 1980.

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides,

Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
Nouvelles-Hébrides

  
J. J. ROBERT

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

  
A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES.

OFFICIAL SECRETS REGULATION

ARRANGEMENT OF SECTIONS

1. Interpretation.
2. Offences in connexion with unauthorized use of, and wrongful communication of classified material or information by officers in service of Government.
3. Persons holding office in service of Government to make a declaration.
4. Offences by persons not holding office in service of Government.
5. ~~Offences connected with unauthorized possession of classified material by persons not in service of Government.~~
6. ~~Attempts, incitements etc.~~
7. Consent to prosecution.
8. Offences committed outside the Republic of Vanuatu.
9. Place of Offence.
10. Exclusion of public from trial.
11. Presumption as to purpose prejudicial to safety of Government.
12. Proof of lawful authority.
13. Penalty.

SCHEDULE

Declaration by persons holding office in the service of the Government of the Republic of Vanuatu.

RESOLUTION NO/7 OF 1980

To provide for the preservation of the secrets of the Government.

The Representative Assembly of the New Hebrides at its sitting on the 8 July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15th September 1977 to adopt the following measures :-

- Interpretation. 1.(1) In this Regulation, except where the context otherwise requires,
- "article" includes any official seal of the Government and any die, seal or stamp of or belonging to, or used by the Government or any department or authority within the Government;
  - "classified material" means,
    - (a) any official code, plan, article or document relating to the affairs of the Government,
      - (i) which is classified for security purposes by the appropriate department or authority within the Government as top secret, secret, confidential or restricted material or
      - (ii) the use or possession of which without lawful authority would or might, by virtue of the contents or nature of the material, directly or indirectly prejudice the safety or interests of the Government or the Republic;
    - (b) any official information, of a secret, confidential or restricted nature relating to the affairs of the Government and which if contained in a document would properly be classified as in paragraph (a) (i) of this definition;
    - (c) any confidential material or information lodged or registered in accordance with any law.
- "code" means a code, code word, cipher or any group of letters or figures or both constituting part of a code;
- "Government" means the Government of the Republic of Vanuatu;
- "office in the service of the Government" means any office or temporary or permanent employment in or under the Government, and any office as member, offices or employee of any board, commission or other body established by or under the Constitution, any Joint Regulation or an Act of Parliament and includes an office in the teaching service and as an assessor in a court;
- "plan" includes sketch, model, design, pattern and specimen;
- "sketch" includes a photograph and any other mode of representing any place or thing.

- "Vanuatu" means the Republic of Vanuatu.
- (2) In this Regulation,
- (a) expressions referring to communicating or receiving include any communicating or receiving whether in whole or in part and whether the classified material itself or only the substance, effect or description thereof is communicated or received;
  - (b) expressions referring to obtaining or retaining any classified material include copying or causing to be copied the whole or any part of any classified material; and
  - (c) expressions referring to the communication of any classified material include the transfer or transmission of the classified material.

Offences in connexion with unauthorized use of, and wrongful communication of classified material or information by officers in service of Government.

2.

Any person, being the holder of an office in the service of the Government, who,

- (a) without lawful authority, obtains, collects, records, publishes or has in his possession any classified material; or
- (b) contrary to his official duty communicates any classified material to any person; or
- (c) retains any classified material when he has no right to retain it or when it is contrary to his duty to retain it; or
- (d) fails to comply with any directions issued by lawful authority with regard to the use, return or disposal of classified material; or
- (e) permits any person to have possession of any classified material issued for his use alone; or
- (f) on obtaining possession of any classified material by finding or otherwise neglects or fails to restore it forthwith to the person or authority by whom or for whose use it was issued or to the Government; or
- (g) fails to take reasonable care of, or so conducts himself as to endanger the safety of any classified material in his possession or control; or
- (h) uses, or permits to be used, any classified material in his possession or under his control in a manner which is calculated to be or might be or is intended to be indirectly prejudicial to the safety or interests of the Government,

shall be guilty of an offence.

Persons holding office in service of Government to make a declaration.

3.

(1) Subject to the provisions of subsection (2), this Regulation, and in particular section 2, shall be brought to the attention of every person who holds office in the service of the Government at the date of the coming into operation of this Regulation and of every person who, after the coming into

operation of this Regulation, is appointed to an office in the service of the Government, and in each case, such person shall make and sign a declaration in the form in the Schedule.

- (2) It shall be no defence for a person charged with an offence under section 2 to prove that this section was not complied with.

Offences by persons not holding office in service of Government.

4.

Any person, other than a person holding office in the service of the Government, who being in possession of any classified material which has, under lawful authority, been entrusted in confidence to him by a person holding office in the service of the Government,

- (a) communicates in whatever manner the classified material, so entrusted to any person, other than a person to whom he is authorised to communicate it or a person to whom it is his duty to communicate it; or
  - (b) retains any material, so entrusted, when he has no right to retain it or when it is contrary to his duty to retain it; or
  - (c) fails to comply with any directions issued by lawful authority with regard to the use, return or disposal of the material so entrusted; or
  - (d) permits any person to have possession of the material entrusted for his use alone; or
  - (e) fails to take reasonable care of, or so conducts himself as to endanger the safety of the material entrusted to him; or
  - (f) uses, or permits to be used, the material so entrusted in a manner which is calculated to be or might be or is intended to be directly or indirectly prejudicial to the safety or interests of the Government,
- shall be guilty of an offence.

Offences connected with unauthorized possession of classified material by persons not in service of Government.

5.

Any person, other than a person holding office in the service of the Government, who on obtaining possession of any classified material, by finding or otherwise, neglects or fails to restore it forthwith to the person or authority by whom or for whose use it was issued or to the Government or to a police officer shall be guilty of an offence.

Attempts, incitements etc.

6.

Any person who attempts to commit an offence under this Regulation, or solicits or incites or endeavours to persuade another person to commit any such offence, or aids or abets or does any act preparatory to the commission of such an offence under this Regulation, shall be guilty of an offence.



- Consent to prosecution. 7. A prosecution for an offence under this Regulation shall not be instituted except with the written consent of the Public Prosecutor.
- Offences committed outside the Republic of Vanuatu. 8. An act, omission or thing which would by reason of this Regulation be punishable as an offence if committed in Vanuatu shall, if committed outside Vanuatu by a person who at the time of the commission was a resident of Vanuatu or a person holding office in the service of the Government, be an offence under this Regulation triable and punishable in Vanuatu.
- Place of Offence. 9. For the purpose of the trial of a person for an offence under this Regulation, the offence shall be considered to have been committed either at the place in which it was actually committed or at any place in Vanuatu in which the offender may be found.
- Exclusion of public from trial. 10. In addition and without prejudice to any powers that a court may possess to order the exclusion of the public from the proceedings, if in the course of proceedings before the Court against any person for an offence under this Regulation or of the proceedings on appeal, application is made by the prosecution, on the ground that the publication of any evidence to be given or of any statement to be made in the course of the proceedings would be prejudicial to the interest of the Government, that all or any portion of the public shall be excluded during the whole or any part of the hearing, the Court may make an order to that effect, but the passing of sentence shall in any case take place in public.
- Presumption as to purpose prejudicial to safety of Government. 11. On Prosecution of a person for an offence under paragraph (h) of section 2 or paragraph (f) of section 4, it shall not be necessary to show that the accused person was guilty of any particular act tending to show a purpose prejudicial to the safety or interests of the Government and, notwithstanding that no such act is proved against him, he may be convicted if, from the circumstances of the case, or from his conduct or his known character, as proved, it appears that his purpose was a purpose prejudicial to the safety or interests of the Government.
- Proof of lawful authority. 12. The burden of proving lawful authority shall be upon the person alleging it, and accordingly in any proceedings for prosecution for an offence under this Regulation it shall not be necessary to prove the lack of any such authority.
- Penalty. 13. Any person guilty of an offence under this Regulation shall be liable to a fine not exceeding 60,000 FNH or to imprisonment for a term not exceeding three years, or to both such fine and such imprisonment.

SCHEDULE

OFFICIAL SECRETS REGULATION NO 15 OF 1980

DECLARATION BY PERSON HOLDING OFFICE IN THE SERVICE

OF THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF VANUATU

I.....being,  
( full name )

the holder of an office in the service of the Government, hereby declare that the provisions of the Official Secrets Regulation 1980 and in particular section 2 thereof and the definition of classified material contained therein, have been brought to my attention, that I understand the same and that I am fully aware of the serious consequences which may follow any breach of those provisions.

I further understand that I am liable to be prosecuted for an offence under the Regulation whether committed during the tenure of my present office, or any other office I might hold, in the service of the Government or committed after I cease to hold office in the service of the Government.

MADE this      day of      198      in the presence of

.....  
(witness)

.....  
(signature of declarant)

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 16 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 21 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 8 Juillet 1980,  
Relative à l'acquisition de la Nationalité Vanuatuanne par naturalisation,  
à sa répudiation et à la constitution d'une Commission de la Nationalité.  
LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU Les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° 21 de 1980  
ci-après annexé.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter du Jour de  
l'Indépendance.

Port-Vila, le 29 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.



A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.



J.J. ROBERT

Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

J. PERES

REGLEMENT RELATIF A LA NATIONALITE

1980

SOMMAIRE

1. Définition
2. Constitution d'une commission de la nationalité
3. Composition de la commission
4. Démission et révocation des membres de la commission
5. Fonctions et pouvoirs de la commission
6. Directives et questions émanant du Premier ministre
7. Réunions de la commission
8. Indemnités
9. Champ d'application
10. Demandes de naturalisation d'épouses de citoyens vanuatuans
11. Enfants adoptés
12. Demandes de naturalisation et attribution de la nationalité

---

13. Certificat de nationalité conservés par la commission
14. Perte de la nationalité

---

15. Déchéance
16. Répudiation
17. Réintégration des femmes mariées
18. Certificats de nationalité ✓
19. Nationalité à titre honoraire
20. Arrêtés d'application
21. Registres
22. Infractions et peines

ANNEXE 1

Serment d'allégeance

ANNEXE 2

Certificat de nationalité

DELIBERATION N° 21 DE 1980

relative à l'acquisition de la nationalité vanuatue par naturalisation, à sa répudiation et à la constitution d'une commission de la nationalité.

## L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Annexe à l'échange de lettres du 15 septembre 1977,

EN séance du... 8... Juillet... 1980,

A A D O P T E :TITRE 1er - PRELIMINAIRE

ARTICLE 1er 1) Dans le présent Règlement, sauf lorsque le contexte l'exige autrement :

"commission" désigne la commission de la nationalité constituée en vertu de l'Article 2 ;

"constitution" désigne la constitution de la République de Vanuatu ;

"enfant mineur" désigne une personne qui n'est pas âgée de 18 ans révolus ;

"serment d'allégeance" désigne le serment d'allégeance visé à l'Annexe 2 ;

"Vanuatu" désigne la République de Vanuatu ;

2) Aux fins d'applications du présent Règlement :

a) une personne majeure est une personne âgée de 18 ans révolus ;

b) une personne n'est pas saine d'esprit si, aux termes des dispositions de toute loi relative à la déficience mentale, elle a été reconnue atteinte de troubles ou de désordres mentaux et n'a pas été renvoyée guérie.

TITRE 2 - DE LA COMMISSION DE LA NATIONALITE

ARTICLE 2. Il est constitué par les présentes une commission appelée commission de la nationalité.

ARTICLE 3. 1) La commission est composée d'un président ainsi que de quatre <sup>(autres)</sup> membres au moins et six au plus, tous nommés par le président de la République après avis du Premier ministre.

2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, le mandat des membres de la commission est d'une durée de trois ans et est reconductible.

3) ~~Seuls les citoyens vanuatuans ont qualité pour être nommés membres de la commission.~~

ARTICLE 4. 1) Un membre de la commission peut quitter ses fonctions en remettant au président de la République un avis signé.

2) Le président de la République peut révoquer un membre de la commission pour compter d'une date qu'il notifie au Journal officiel de Vanuatu.

ARTICLE 5. 1) La commission exerce les fonctions prévues par le présent Règlement et par toute autre loi.

2) La commission jouit des pouvoirs qui lui sont explicitement, ou par conséquence logique, implicitement conférés par le présent Règlement ainsi que par toute autre loi et est en outre dotée des attributions nécessaires au bon exercice de ses fonctions.

ARTICLE 6. 1) Dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions, la commission se conforme aux instructions d'ordre général émanant du Premier ministre.

2) La commission se conforme aux requêtes écrites que peut lui adresser le Premier ministre afin de prendre conseil sur toute question relative à la nationalité.

ARTICLE 7. 1) La commission se réunit chaque fois que son président le juge nécessaire.

2) Lors des réunions de la commission, le quorum est atteint lorsque le président et la moitié des autres membres sont

.../...

présents.

3) En cas d'absence motivée du président à une réunion, le Premier ministre nomme un membre chargé d'assurer l'intérim pour ladite réunion.

4) La commission délibère à la majorité simple des membres présents et votants. En cas d'égalité des suffrages, le président a voix prépondérante.

5) Sous réserve des dispositions fixées par arrêté du Premier ministre, la commission peut établir son propre règlement intérieur pour la convocation de ses réunions et la conduite de ses débats.

---

ARTICLE 8. Les membres de la commission, autres que fonctionnaires, perçoivent des indemnités et des allocations égales à un montant fixé par le Premier ministre après consultation du ministre responsable des finances.

TITRE 3 - DE L'ACQUISITION DE LA NATIONALITE VANUATUANE PAR  
ADOPTION ET PAR NATURALISATION

ARTICLE 9. Le présent Titre ne s'applique qu'aux personnes n'ayant pas ou n'ayant plus qualité pour acquérir la nationalité vanuatuanne en vertu de l'Article 10 de la constitution.

X ARTICLE 10. Toute femme qui, au jour de l'Indépendance, est mariée à un citoyen vanuatuan a qualité pour acquérir la nationalité vanuatuanne si elle en présente la demande conformément aux modalités prévues.

X ARTICLE 11. Un enfant mineur adopté après l'entrée en vigueur du présent Règlement conformément aux dispositions de toute loi relative à l'adoption acquiert, à compter du jour de son adoption, la qualité de Vanuatu si l'adoptant ou, dans le cas d'une adoption conjointe, l'adoptant du sexe masculin possède la nationalité vanuatuanne.

X ARTICLE 12. 1) Une personne majeure et saine d'esprit peut, en s'adressant à la commission conformément à la procédure prévue, soumettre une demande en vue d'être naturalisée.

2) Lorsqu'à la suite des renseignements qu'elle peut éventuellement faire prendre, la commission peut légitimement croire qu'une personne lui soumettant une demande en vertu du paragraphe 1 :

- a) réside à Vanuatu au jour de sa demande et y a eu sa résidence habituelle pendant les 10 années précédentes ;
  - b) a l'intention de continuer à résider à Vanuatu ;
  - c) est de bonnes vie et moeurs ;
  - d) sauf en cas d'incapacité physique ou mentale, parle et comprend suffisamment le bichelamar, le français, l'anglais ou une langue vernaculaire de Vanuatu pour les besoins d'une conversation normale ;
  - e) respecte la culture et les différents modes de vie de Vanuatu ;
  - f) n'est pas ou ne sera vraisemblablement pas une personne assistée ;
  - g) a une connaissance et une compréhension suffisantes des droits, privilèges, responsabilité et devoirs des citoyens ;
  - h) a répudié ou accepté de répudier toute nationalité qu'elle pouvait posséder ;
  - i) a prêté serment d'allégeance en apposant sa signature au bas d'un document conforme au modèle figurant à l'Annexe 1, la commission peut déclarer la demande recevable mais, dans le cas contraire, doit la rejeter.
- 3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, lorsqu'un individu du sexe masculin sollicite, lors du dépôt de sa demande, la naturalisation :
- a) de sa femme ou
  - b) d'un ou plusieurs de ses enfants dont les noms figurent sur ladite demande, la nationalité vanuatuanne est attribuée auxdites personnes lorsque l'intéressé acquiert la qualité de <sup>Ni-</sup>Vanuatu ..
- 4) La nationalité vanuatuanne ne sera toutefois attribuée à la conjointe en vertu du paragraphe 3 que si celle-ci le sollicite par écrit sur la demande.



- 5) Lorsqu'une demande soumise conformément au paragraphe 1 est recevable, la commission inscrit le demandeur en qualité de <sup>Ni-</sup>Vanuatu et remet à l'intéressé, ainsi qu'à toute personne ayant acquis la nationalité vanuatuane en vertu du paragraphe 3, un certificat de <sup>(nationalité)</sup> naturalisation conforme au modèle figurant à l'annexe 2.
- 6) La qualité de <sup>Ni-</sup>Vanuatu d'une personne titulaire d'un certificat de <sup>(nationalité)</sup> naturalisation devient effective à la date mentionnée audit certificat.
- 7) Aux fins d'application du présent Article, la date d'une demande est la même que celle de son dépôt auprès de la commission.
- 8) Pour le calcul du temps de résidence :
  - a) toute période de détention préventive précédant une expulsion de Vanuatu n'est pas prise en considération et
  - b) le fait qu'une personne ait résidé à Vanuatu en omettant de se conformer à la législation relative à l'immigration ne constitue pas une raison suffisante pour décompter la période considérée.

ARTICLE 13. La commission peut conserver un certificat émis en vertu du paragraphe 5 de l'Article 12 jusqu'à ce qu'elle ait établi que l'intéressé a répudié toute autre citoyenneté ou nationalité qu'il pouvait posséder au moment de l'émission du certificat.

TITRE 4 - DE LA PERTE, DE LA REPUDIATION ET DE LA REINTEGRATION DANS LA NATIONALITE VANUATUANE

ARTICLE 14. 1) Sans préjudice des dispositions de l'Article 13 de la constitution, perd la nationalité vanuatuane, le <sup>Ni-</sup>Vanuatu majeur et sain d'esprit qui :

- a) prête serment ou fait une déclaration d'allégeance à tout autre pays ou au souverain ou chef d'Etat de tout autre pays ;

- b) accompli, consent ou souscrit à tout acte par lequel il acquiert la nationalité ou la citoyenneté d'un autre pays ;
- c) entre ou sert dans les forces armées d'un autre pays sans l'approbation expresse du Premier ministre agissant après avis du Conseil des ministres ;
- d) sauf dans les cas prévus par la loi, vote lors des élections nationales, provinciales, régionales ou locales d'un autre pays ou y accepte tout mandat représentatif.

2) Lorsqu'un tribunal conclut qu'un individu a obtenu la nationalité au moyen de toute déclaration mensongère, fraude ou dissimulation d'un fait pertinent, l'intéressé perd sa qualité de <sup>Ni</sup> Vanuatu 30 jours après ladite conclusion sauf si le Premier ministre est fondé à croire qu'il ne s'agit que d'une infraction mineure et que les faits rétablis dans leur exactitude n'auraient pas affecté la naturalisation.

3) Les dispositions du présent Article ne sont pas applicables à tout acte accompli par soumission aux lois d'un autre pays.

ARTICLE 15. L'individu qui a acquis la qualité de <sup>Ni</sup> Vanuatu peut être déchu de sa nationalité par déclaration du Premier ministre publié au Journal Officiel de Vanuatu dans les quinze jours qui suivent une condamnation à une peine d'emprisonnement de dix ans ou plus.

ARTICLE 16. 1) Sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3, un <sup>Ni</sup> Vanuatu majeur et sain d'esprit peut, conformément à la procédure prévue, répudier sa nationalité.

2) Un individu ne peut répudier sa nationalité que :

a) s'il possède déjà une autre nationalité ou citoyenneté ; ou

b) si la répudiation a pour objet l'obtention d'une autre nationalité ou citoyenneté.

3) En temps de guerre, nul ne peut répudier sa nationalité sans l'accord préalable du Premier ministre.

ARTICLE 17.

- 1) Le présent Article est applicable à une femme :
  - a) qui possède la nationalité vanuatuanne ;
  - b) qui contracte mariage avec un étranger ; *et*
  - c) qui acquiert, lors de son mariage ou par la suite, la nationalité qui était celle de son conjoint au jour de leur mariage.
  
- 2) Une femme à laquelle le présent article s'applique peut, en se conformant à la procédure prévue, soumettre une demande à la commission en vue d'être réintégrée dans sa nationalité ; la commission peut déclarer la demande recevable si elle est fondée à croire que l'intéressée remplit les conditions susmentionnées et que son mariage s'est soldé par un échec.
  
- 3) Lorsque la commission juge une demande recevable conformément au présent Article, l'intéressée est réintégrée dans la nationalité vanuatuanne à compter d'une date fixée par la commission et publiée au Journal Officiel de Vanuatu.

TITRE 5 - DISPOSITIONS GENERALES

× ARTICLE 18.

- × 1) Une personne dont le statut et les droits en matière de nationalité font ou peuvent faire l'objet d'un doute peut, en vertu du présent Article, soumettre une demande de certificat auprès du Premier ministre.
  
- × 2) Si le Premier ministre peut légitimement croire que le demandeur possède ou a qualité pour posséder la nationalité vanuatuanne, il peut délivrer un certificat attestant que ledit demandeur possède ou peut posséder la qualité de Vanuatu conformément à la disposition légale portée sur le certificat.
  
- 3) Un certificat délivré en vertu du présent article fait foi qu'à la date considérée, l'intéressé possédait, possède ou peut posséder la nationalité vanuatuanne conformément à la disposition légale portée sur le certificat.

ARTICLE 19.

La nationalité vanuatuanne assortie des privilèges et exemptions prévus peut, après avis du Premier ministre, être conférés à titre honoraire par le président de la République.

ARTICLE 20. Le Premier ministre peut prendre tout arrêté d'application visant à la mise en vigueur du présent Règlement.

ARTICLE 21. 1) La commission fait tenir, sous la forme fixée par le Premier ministre, un ou plusieurs registres dans lesquels est consigné le signalement de toutes les personnes qui :

- a) acquièrent la nationalité vanuatuanne ;
- b) sont réintégrées dans la nationalité vanuatuanne ;
- c) perdent ou répudient la nationalité vanuatuanne.

2) La commission publie au Journal officiel de Vanuatu, dans un délai de trente jours, le nom des personnes enregistrées conformément au présent Article.

3) Le public a accès aux registres visés au paragraphe 1 selon des modalités et sur paiement d'un droit fixés par le Premier ministre.

4) Des extraits certifiés des registres susmentionnés peuvent être délivrés contre paiement du droit fixé.

5) Un extrait délivré en vertu du paragraphe 4 fait foi devant les tribunaux jusqu'à preuve du contraire.

ARTICLE 22.(1) Tout individu qui, afin d'obtenir la nationalité vanuatuanne ou de la faire obtenir à toute autre personne dans le cadre du présent Règlement, donne sciemment de fausses informations, commet une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende n'excédant pas 75.000 FNH ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas 5 ans ou des deux peines à la fois.

ART 23 - Loi N° 16 de 1983 - Sur le Réglement  
de la nationalité - modification

Tout citoyen de Vanuatu (naturalisé ou non) voyageant avec un passeport étranger et sans avoir reçu une autorisation écrite du Ministre, se rend coupable d'une infraction et est passible d'une amende n'excédant pas 25 000 FNH ou d'une peine d'emprisonnement n'excédant 2 ans ou des deux peines à la fois

A N N E X E 1

REPUBLIQUE DE VANUATU

Règlement N° 16 de 1980 relatif à la nationalité

SERMENT D'ALLEGANCE

Je soussigné.....jure (ou déclare  
solemnellement) que je prêterai obéissance et fidélité au président  
et à la République de Vanuatu.

En non âme et conscience,

Signature :

Date :

A N N E X E 2

REPUBLIQUE DE VANUATU

CERTIFICAT DE NATIONALITE

IL EST CERTIFIE PAR LES PRESENTES QUE.....

A acquis la nationalité vanuatuanne le..... 1980 conformément à  
la Constitution et à l'Article 12 du Règlement N° 16 de 1980 relatif à  
la nationalité.

.....

Président de la commission  
de la nationalité.

.....

Membre de la commission  
de la nationalité.

NEW HEBRIDES GONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 16 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 21 of 1980, passed the 8th day of July 1980. To provide for Citizenship by naturalisation, renunciation of citizenship and the establishment of a Citizenship Commission.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 ~~between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.~~

Scheduled Resolution put into effect.

1. The Resolution of the Representative Assembly No. 21 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

Short title and commencement.

2. This Joint Regulation may be cited as the Citizenship Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence.

ENACTED at Vila this 29 day of July 1980.

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides,

J.J. ROBERT

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES

CITIZENSHIP REGULATION

1980

ARRANGEMENT OF SECTIONS

1. Interpretation.
2. Establishment of Citizenship Commission.
3. Membership of the Commission.
4. Resignation and removal of members of the Commission.
5. Functions and powers of Commission.
6. Ministerial Directions and Requests.
7. Meetings and Procedure.
8. Allowances.
9. Application.
10. ~~Application for citizenship by woman married to a citizen.~~
11. Adopted Children.
12. ~~Application for and granting of Citizenship by naturalisation.~~
13. Retention by Commission of Citizenship Certificate.
14. Loss of Citizenship.
15. Deprivation of Citizenship.
16. Renunciation of Citizenship.
17. Regaining of Citizenship by married woman.
18. Certificate of Citizenship Status.
19. Honorary Citizenship.
20. Orders.
21. Registers.
22. Offence and Penalty.

SCHEDULE 1

Oath of Allegiance

SCHEDULE 2

Citizenship Certificate



RESOLUTION No. 21 OF 1980

To provide for Citizenship by naturalisation, renunciation of Citizenship, and the establishment of a Citizenship Commission.

The Representative Assembly at its sitting on the <sup>8th</sup> day of <sup>July</sup> 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15th September 1977 to adopt the following measures:-

PART 1 - PRELIMINARY

Interpretation.

1. (1) In this Regulation unless the context otherwise requires -
  - "Commission" means the ~~Citizenship Commission~~ established by section 2;
  - "child" means a person who has not attained 18 years;
  - "citizen" means a citizen of Vanuatu;
  - "Constitution" means the Constitution of Vanuatu;
  - "oath of allegiance" means the oath of allegiance prescribed in Schedule 2;
  - "Vanuatu" means the Republic of Vanuatu;
- (2) For the purpose of this Regulation -
  - (a) a person is of age if he has attained the age of 18 years; and
  - (b) a person is not of full capacity if he is a mentally disordered or defective person, so found and not discharged as sane, under the provisions of any law relating to mental treatment.

PART 2 - CITIZENSHIP COMMISSION

Establishment of  
Citizenship  
Commission.

2. There is hereby established a Commission to be known as the Citizenship Commission.

Membership  
of the  
Commission.

3. (1) The Commission shall consist of a Chairman and not less than 4 nor more than 6 other members all appointed by the President on the advice of the Prime Minister.
  - (2) Subject to subsection (1) members of the Commission shall hold office for a period of 3 years and shall be eligible for reappointment.
  - (3) A person shall not be eligible to be appointed a member of the Commission unless he is a citizen of Vanuatu.

Resignation and  
removal of  
members of the  
Commission.

4. (1) A member of the Commission may resign his office by notice in writing signed by him and delivered to the President.

- (2) The President may remove a member of the Commission with effect from a date notified by him in the Vanuatu Gazette.
- Functions and powers of Commission. 5. (1) The Commission shall carry out such functions as are provided for it in this or any other law.
- (2) The Commission shall have such powers as are conferred on it specifically or by necessary implication by this or any other law and shall generally in addition have such powers as shall enable it to exercise any of its functions.
- Ministerial Directions and Requests. 6. (1) The Prime Minister may give directions to the Commission of a general nature concerning the exercise of its functions or powers and the Commission shall comply with such directions.
- (2) The Prime Minister may in writing require the Commission to advise him on any matter relating to citizenship and the Commission shall comply with such requirement.
- Meetings and Procedure. 7. (1) The Commission shall hold such meetings as its Chairman shall consider necessary.
- (2) The quorum for meetings shall be the Chairman and half the other members of the Commission.
- (3) If the chairman for good cause cannot attend a meeting the Prime Minister shall appoint a member to act as chairman for that meeting.
- (4) The Commission shall decide matters before it by a simple majority of the members present and voting. In cases of equality of voting the Chairman shall have a casting vote.
- (5) Subject to such rules as the Prime Minister may make by order the Commission may determine its own procedure with regard to the convening and conduct of meetings.
- Allowances. 8. Members of the Commission who are not public officers shall be paid such allowances and expenses as the Prime Minister may determine after consultation with the Minister responsible for Finance.

PART 3 - CITIZENSHIP BY ADOPTION AND NATURALIZATION

- Application. 9. This part applies only to a person who is not, or who is no longer, eligible to become a citizen by virtue of Article 10 of the Constitution.
- Application for citizenship by woman married to a citizen. 10. Any woman who after the Day of Independence is married to a citizen shall be entitled on making application in the prescribed manner to be registered as a citizen.
- Adopted children. 11. A child adopted under the provisions of any law relating to the adoption of children after the commencement of this Regulation and who is not a

citizen on the day of adoption becomes a citizen on that day if the adopter or, in the case of a joint adoption the male adopter, is a citizen on that day.

Application for and granting of Citizenship by naturalisation.

12. (1) A person of age and full capacity may apply in the prescribed manner to the Commission to be naturalized as a citizen.
- (2) Where on an application made pursuant to subsection (1) and as a result of such inquiries as the Commission may cause to be made, the Commission is satisfied that the person making the application -
  - (a) is, on the date of application, and has been during a period of ten years immediately prior to that date ordinarily resident in Vanuatu;
  - (b) ~~intends to continue to reside in Vanuatu;~~
  - (c) is of good character;
  - (d) unless prevented by physical or mental disability, is able to speak and understand sufficiently for normal conversational purposes, Bislama, English, French or a vernacular of Vanuatu;
  - (e) has a respect for the culture and the ways of life of Vanuatu;
  - (f) is not or is unlikely to become a charge on public funds;
  - (g) has a reasonable knowledge and understanding of the rights, privileges, responsibilities and duties of citizens;
  - (h) has renounced or agreed to renounce any citizenship which he may possess; and
  - (i) has taken and subscribed to the oath of allegiance in Schedule 1, the Commission may grant the application, but otherwise shall refuse it.
- (3) Subject to subsection (4) if a male applicant requests when applying for citizenship that -
  - (a) his wife or
  - (b) any child of his named in the application become a citizen by naturalization, any such person named in the request shall become a citizen when the applicant becomes a citizen by naturalization.
- (4) A wife shall not become a citizen in accordance with sub-section (3) unless the application includes a statement by her that she wishes to become a citizen.
- (5) When an application made pursuant to subsection (1) is granted the Commission shall register the applicant as a citizen, issue a certificate of naturalization in the form in Schedule 2 to the applicant and to any person who also becomes a citizen pursuant to subsection (3).

- (6) A person to whom a certificate of naturalization is issued becomes naturalized as a citizen on the date stated in the certificate.
- (7) For the purposes of this section, the date of an application is the date on which it is lodged with the Commission.
- (8) For the purpose of determining the period of residence in Vanuatu of any person -
  - (a) any period during which the person has been in custody awaiting deportation or removal from Vanuatu shall be disregarded and
  - (b) a period shall not be disregarded by reason only that the person resided in Vanuatu during that period without having complied with any law relating to immigration.

Retention by  
Commission of  
Citizenship  
Certificate.

13. The Commission may retain a certificate issued in accordance with Section 12 (5) until it is satisfied that the person named therein has renounced any other citizenship or nationality he may have at the time of issue of the certificate.

PART 4 - LOSS AND RENUNCIATION OF AND REGAINING OF  
CITIZENSHIP

Loss of  
Citizenship.

14. (1) In addition to the reasons set out in Article 13 of the Constitution a citizen who is of age and of full capacity shall lose his citizenship if he:-
- (a) takes an oath or makes a declaration or affirmation of allegiance to another country or to the Sovereign or Head of State of another country;
  - (b) does, agrees to or adopts any act by which he becomes a national or citizen of another country;
  - (c) enters or serves in the armed forces of another country except with the express approval of the Prime Minister acting in accordance with the advice of the Council of Ministers; or
  - (d) except as permitted by any law, votes in a national, provincial, state or local election, or accepts elective office, of another country.
- (2) A person who is found by a court to have obtained citizenship by any false representation, fraud or concealment of a material fact on his part shall cease to be a citizen 30 days after such finding unless the Prime Minister being satisfied that the offence was of a minor nature and that the revealing of the true facts would not have affected the grant of naturalization publishes a declaration confirming that persons citizenship in the Vanuatu Gazette within such 30 days.
- (3) The provisions of this section shall not apply to any act done under compulsion of law of another country.

- Deprivation of  
Citizenship. 15. The Prime Minister may deprive a citizen by naturalization of his citizenship by declaration in the Vanuatu Gazette within 15 days of that person being sentenced to a term of imprisonment of 10 years or more.
- Renunciation of  
Citizenship. 16. (1) Subject to subsections (2) and (3), a citizen who is of age and full capacity may, in the prescribed manner renounce his citizenship.
- (2) A person may not renounce his citizenship unless -
- (a) he already holds some other nationality or citizenship; or
- (b) the renunciation is for the purpose of his obtaining some other nationality or citizenship.
- (3) ~~During a time of war, citizenship may not be renounced without the prior consent of the Prime Minister.~~
- Regaining of  
Citizenship  
by married  
woman. 17. (1) This section applies to a woman -
- (a) who is a citizen;
- (b) who marries a person who is a national or citizen of another country; and
- (c) who becomes on or during the marriage a national or citizen of the country of which her spouse was at the time a national or citizen.
- (2) A woman to whom this section applies may make application in the prescribed manner to the Commission to regain her citizenship and the Commission, if satisfied that she is such a woman and that her marriage has broken down, may grant the application.
- (3) Where the Commission grants an application under this section the applicant becomes a citizen on the date decided by the Commission which shall be notified in the Vanuatu Gazette.

PART 5 - GENERAL

- Certificate of  
Citizenship  
Status. 18. (1) A person whose status or entitlement in relation to citizenship is, or may be, in doubt may apply to the Prime Minister for a certificate under this section.
- (2) If the Prime Minister is satisfied that the applicant is, or is entitled to become, a citizen he may issue a certificate stating that the person is or may become a citizen by virtue of a provision specified in the certificate.
- (3) A certificate given pursuant to this section shall be evidence that on the material date the person concerned was, is or may become a citizen in accordance with the terms of the certificate.

Honorary  
Citizenship.

19. The President may on the advice of the Prime Minister confer honorary Citizenship on any person with such privileges or exemptions as may be prescribed.

Orders.

20. The Prime Minister may by order, not inconsistent with this Regulation, prescribe all matters that may be required to be prescribed by this Regulation or for the better carrying out or giving effect to its provisions.

Registers.

21. (1) The Commission shall cause to be kept and maintained a register or registers, in such form as the Prime Minister shall consider appropriate in which shall be recorded the particulars of all persons who
- (a) become citizens;
  - (b) regain citizenship;
  - (c) lose or renounce citizenship.
- (2) The Commission shall publish the names of persons registered in accordance with this Section in the Vanuatu Gazette not later than 30 days after registration.
- (3) The Registers referred to in subsection (1) shall be open for inspection to the public in such manner and on the payment of such fees as may be prescribed.
- (4) Extracts from the Registers referred to in subsection (1) may be certified and issued to an applicant on payment of the prescribed fee.
- (5) Extracts issued in accordance with subsection (4) shall be accepted by the courts as evidence of what is stated in them.

Offence and  
Penalty.

<sup>2</sup>  
27. (1) Any person who for the purpose of being registered or obtaining the registration of any other person as a citizen under this regulation knowingly gives any false information to any person commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 75,000 FNH or to imprisonment for a term not exceeding 5 years or to both.

2-3 -

MODIFICATION

ACT NO 16 OF 1993.

→ (2)

Any citizen of Vanuatu (whether or not a naturalized citizen) who travels across a national boundary making use of a passport of any foreign State and without being authorized in writing by the Minister commits an offence and shall be liable on conviction to a fine not exceeding 25,000 F or to imprisonment for a term not exceeding 2 years or to both.

SCHEDULE 1

(Section 12 (2) )

REPUBLIC OF VANUATU

CITIZENSHIP REGULATION NO OF 1980

OATH OF ALLEGIENCE

I.....do this day of 198 swear  
(or solemnly affirm) that I will be faithful and bear true  
allegiance to the President and the Republic of Vanuatu, So help me God

Signed.....

SCHEDULE 2

(Section 12 (5) )

REPUBLIC OF VANUATU

CITIZENSHIP CERTIFICATE

IT IS HEREBY CERTIFIED THAT.....  
was on the        day of        198 granted Citizenship in accordance  
with the Constitution and Section 12 of the Citizenship Regulation 1980.

.....  
Chairman  
Citizenship Commission

.....  
Member  
Citizenship Commission

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 18 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 18 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 10 Juillet 1980  
Portant création de la Commission du Service de l'Enseignement.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914,
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'échange de lettres effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

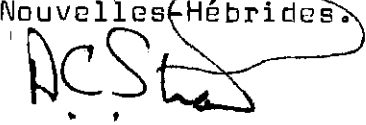
A R R E T E N T :

ARTICLE 1.- Est rendue exécutoire la Délibération de l'Assemblée Représentative N°. 18 de 1980 ci-après annexée.

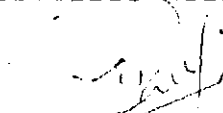
ARTICLE 2.- Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter du Jour de l'Indépendance.

Port Vila, le 29 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J.J. ROBERT

Le Chancelier

J. PERES



REGLEMENT DE LA COMMISSION DU SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT  
DE 1980

Table des Matières

1. Définitions.
2. Nomination des enseignants.
3. Commission du Service de l'Enseignement.
4. Attributions des membres de la Commission du Service de  
l'Enseignement.
5. Président par intérim et membres.
6. Décrets.

10 Juillet

1980

Original : anglais

DELIBERATION N° 18 DE 1980

Portant création de la Commission du Service de l'Enseignement.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE

VU l'Article 23 de l'Annexe de l'Echange de Lettres du  
15 Septembre 1977.

EN sa séance du ...10. Juillet. 1980

A A D O P T E

1. Dans le présent Règlement, à moins que le contexte ne l'exige autrement :  
"Service de l'Enseignement" signifie service du Gouvernement dispensant l'instruction aux élèves dans les écoles et incluant la gestion des écoles par les directeurs d'école.
2. (1) Le Premier Ministre nomme des titulaires ou des intérimaires dans le Service de l'enseignement du Gouvernement des Nouvelles-Hébrides et peut aussi prendre des mesures disciplinaires à leur encontre, les suspendre ou les révoquer.  
(2) Conformément au présent article, le Premier Ministre peut, par décret, déléguer l'un de ses pouvoirs, à la Commission du Service de l'Enseignement, à toute autorité ou agent de la fonction publique et peut, de la même manière révoquer cette délégation.  
(3) Tout décret pris aux termes du paragraphe (2) ci-dessus peut contenir les conditions et les réserves et que le Premier Ministre considère nécessaire.
3. (1) La Commission du Service de l'Enseignement conseille le Premier Ministre dans l'accomplissement de ses fonctions relevant de l'article 2 (1).  
(2) La Commission du Service de l'Enseignement comprend : -
  - a) un Président et trois membres nommés par le Président après consultation du Premier Ministre ;

b) le Président de la Commission de la Fonction Publique.

(3) Ne sont pas habilités à être membres de la Commission : -

- a) tout membre du Parlement ;
- b) tout membre d'un Conseil d'un organisme responsable de la gestion scolaire ;
- c) tout membre du bureau ou responsable d'un parti politique.

4. (1) Sous réserve des dispositions du paragraphe (2) ci-dessous les membres de la Commission sont nommés pour une période de quatre ans.

(2) Si le Premier Ministre considère qu'un membre de la Commission : -

- a) n'est plus habilité à en faire partie ;
- b) a été absent sans autorisation du Président de la Commission lors de deux réunions consécutives ;
- c) est devenu insolvable ;
- d) a été convaincu d'un crime impliquant l'immoralité ;
- e) est pour toute autre raison empêché de remplir ses fonctions ;

il peut par un avis publié au Journal Officiel des Nouvelles-Hébrides déclarer la charge vacante.

(3) Tout membre de la Commission peut donner, par écrit, sa démission au Président.

5. (1) Lorsque la charge de Président de la Commission est vacante ou que ce dernier ne peut remplir ses fonctions, le Premier Ministre désigne un membre de la Commission pour le remplacer, sauf en cas d'absence au cours d'une réunion, les autres membres élisant alors un président de cette réunion.

(2) Si la Commission compte moins de trois membres, le Premier Ministre nomme des membres par intérim pour compléter le nombre.

(3) L'article 3 (3) s'applique aux membres par intérim.

.../...

6. (1) Le Premier Ministre peut, sur avis du Ministre de l'Éducation prendre des décrets relatifs à la procédure de la Commission.
- (2) Nonobstant la généralité du paragraphe (1) ci-dessus le Premier Ministre peut, par décret : -
- a) *déterminer* l'effectif de la Commission de la Fonction Publique qui peut comprendre des personnes à qui la Commission a délégué ses fonctions ;
  - b) *prévoir* la présidence des réunions de la Commission ou des Comités en l'absence de leurs présidents ;
  - c) *déterminer* le quorum des réunions.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 18 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 18 of 1980, passed the 10th day of July 1980. Providing for the establishment of a Teaching Service Commission.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

- |                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| Scheduled Resolution put into effect. | 1. The Resolution of the Representative Assembly No. 18 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.                        |
| Short title and commencement.         | 2. This Joint Regulation may be cited as the Teaching Service Commission Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence. |

ENACTED at Vila this 29 day of July 1980.

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides,

Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

  
J.J. ROBERT

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

  
A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES

TEACHING SERVICE COMMISSION REGULATION 1980Arrangement of Sections

1. Interpretation.
  2. Appointment of persons to Teaching Service.
  3. Teaching Service Commission.
  4. Term of office of members of Teaching Service Commission.
  5. Acting Chairman and members.
  6. Orders.
  7. Transitional.
-

RESOLUTION NO 18 OF 1980

Providing for the establishment of a Teaching Service Commission.

The Representative Assembly of the New Hebrides at its sittings on 10 July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15th September, 1977 to adopt the following measures:-

Interpretation.

1. In this Regulation unless the context otherwise requires :-

"Teaching Service" means service of the Government in the instruction of students in schools including the management of schools as head teachers.

Appointment  
of  
persons  
to  
Teaching  
Service.

2. (1) The Prime Minister shall appoint persons to hold or act in any offices in the teaching service of the Government of Vanuatu and may also exercise disciplinary control over such persons, suspend and remove them from office.
- (2) The Prime Minister may by order delegate any of his powers under this section to the Teaching Service Commission or any authority or public officer and may likewise revoke such delegation.
- (3) An order made under subsection (2) may contain such conditions and reservations as the Prime Minister may consider appropriate.

Teaching  
Service  
Commission.

3. (1) There shall be a Teaching Service Commission which shall advise the Prime Minister in respect of the performance of his functions under section 2 (1).
- (2) The Teaching Service Commission shall consist of :-
- (a) a Chairman and 3 other members appointed by the President after consultation with the Prime Minister and
  - (b) the Chairman of the Public Service Commission.
- (3) A person shall not be qualified to be appointed Chairman or a member of the Commission if he is :-
- (a) a member of Parliament;
  - (b) a member of any board or other authority responsible for the management of schools; or
  - (c) an office holder in any political party.

Term of office  
of members  
of Teaching  
Service  
Commission.

4. (1) Subject to subsection (2) the appointed members of the Commission shall serve for a period of four years.
- (2) Should the Prime Minister be satisfied that an appointed member of the Commission :-
- (a) is no longer qualified to be a member;
  - (b) has been absent from 2 consecutive meetings of the Commission without the consent of the Chairman;
  - (c) has become insolvent;
  - (d) has been convicted of a crime involving moral turpitude; or
  - (e) is otherwise unable or unfit to discharge the functions of a member;
- the Prime Minister may by notice published in the Vanuatu Gazette declare the office of the member vacant.
- (3) An appointed member may resign by notice in writing to the President.

Acting  
Chairman and  
members.

5. (1) If at any time there is no Chairman or he is unable to perform the functions of his office, the Prime Minister shall designate a member to perform the functions of that office except in the case of absence from a meeting when the other members will elect a chairman for that meeting.
- (2) If the number of members of the Commission falls below 3, the Prime Minister shall appoint such number of acting members as may be needed to make up that number.
- (3) Section 3 (3) shall apply to acting members.

Orders.

6. (1) The Prime Minister may after consultation with the Minister for the time being responsible for education make orders providing for the procedure of the Commission.
- (2) Without derogating from the generality of subsection (1)
- Orders made by the Prime Minister may -
- (a) establish Teaching Service Committees which may include persons who are not members of the Commission for the purposes of carrying out functions delegated to them by the Commission;
  - (b) make provision for the chairing of meetings of the Commission or any Teaching Service Committee during the absence of the Chairman of the Commission or Committee;
  - (c) provide for a quorum at meetings.



CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 13 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 13 de 19 80 de  
l'Assemblée Représentative en date du 11 Juillet 1980 ,  
Relative aux Fêtes Chômées.

LES COMMISSAIRES-RÉSIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendue exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° 13 de  
1980 ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout ou besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter du Jour de  
l'Indépendance.

Port-Vila, le 29 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J.J. ROBERT

Le Chancelier

J. PERES

REGLEMENT DES FETES CHOMEES

TABLE DE MATIERES

1. Fêtes chômées
2. " "
3. " "
4. Pas de paiement obligatoire les jours chômés.

---

5. Obligation de fermeture des boutiques par décret.

---

6. Peines applicables à l'ouverture illégale des boutiques.

---

7. Exceptions.

DELIBERATION N° 13 DE 1980

relative aux fêtes chômées.

1. Les jours figurant dans l'Annexe 1 sont des jours chômés.
2. Le Président de la République peut, selon les circonstances, déclarer que d'autres jours seront des fêtes chômées.
3. Si l'une des fêtes chômées figurant dans la liste de l'Annexe 1 tombe un dimanche, le lundi suivant est chômé. Si le Boxing Day tombe un lundi le jour suivant est chômé.
4. Nul n'est contraint, durant un jour chômé, d'effectuer un paiement ou d'accomplir tout acte qui ne serait pas obligatoire un dimanche. Tout paiement effectué ou tout acte accompli le lendemain d'un jour chômé est équivalent au paiement ou à l'accomplissement de l'acte le jour férié.
5. Le Président peut décréter la fermeture partielle ou totale des magasins, des boutiques et autres lieux d'affaires de Vanuatu lors de toute fête chômée.
6. Tout Décret pris aux termes de l'Article 5 ci-dessus rend illégal l'ouverture d'un magasin, d'une boutique ou de tout centre d'affaires autres qu'un hôtel, dans tout lieu stipulé par le décret, ainsi que la vente, directe ou par intermédiaire, de marchandises ou articles de toute nature en ces lieux. Toute personne contrevenant aux dispositions du présent article se rend coupable d'un délit et est passible d'une amende n'excédant pas 5.000 FKH ou, à défaut de paiement, d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas un mois.
7. L'Article 6 ci-dessus ne s'applique pas à :
  - a) La vente des drogues et des médicaments ;
  - b) la vente du pain, du beurre, du lait frais, de la viande fraîche, du poisson frais et de la glace jusqu'à midi ;
  - c) la vente de rafraîchissements dans tous les établissements où ils sont vendus d'ordinaire.

A N N E X E 1

Jour de l'An

Vendredi Saint

Lundi de Pâques

(1er Mai) Fête du Travail

Ascension

Anniversaire de l'Indépendance

Assomption

(5 Octobre)

Fête de l'Unité Nationale

(29 Novembre) Jour de la Constitution

Noël

Jour de la Famille

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 19 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 13 of 1980, passed the 11th day of July 1980. To provide for Public Holidays.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

Scheduled Resolution put into effect. 1. The Resolution of the Representative Assembly No. 13 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

Short title and commencement. 2. This Joint Regulation may be cited as the Public Holidays Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence.


ENACTED at Vila this 28 day of July 1980.

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides,

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
Nouvelles-Hébrides

  
J. PERES

  
A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES

11 July

1980

Original: English

PUBLIC HOLIDAYS REGULATION

ARRANGEMENT OF SECTIONS

1. Public Holidays.
2. President may declare other public holidays.
3. Public holidays falling on Sundays.
4. No Compulsory payments on public holidays.
5. Compulsory closing of stores by orders.
6. Penalty for keeping open store.
7. Exemptions.

SCHEDULE

11 July

1980

Original/ English

RESOLUTION NO 13 OF 1980

To provide for Public Holidays.

- Public Holidays. 1. The days stated in the Schedule shall be Public Holidays.
- President may declare other public holidays. 2. The President acting on the advice of the Prime Minister may from time to time declare other days as Public Holidays.
- Public holidays falling on Sundays. 3. When any of the days stated is a Sunday the following Monday shall be a public holiday and when Boxing Day falls upon a Monday the day following shall be a public holiday.
- Compulsory payments on public holidays. 4. No person shall be compelled to make any payment or do any act upon any public holiday which he would not be compellable to make or do upon a Sunday and the making of such payment and doing of such act on the day following such public holiday shall be equivalent to payment of the money or performance of the act on such holiday.
- Compulsory closing of stores by orders. 5. The President may by Order from time to time direct that all stores, shops and other places of business throughout Vanuatu or in any one or more of such places as may be stated in the order shall be and remain closed upon any public holiday.
- Penalty for keeping open store. 6. When an Order is made under Section 5 it shall be unlawful for any person to keep open any store, shop or other place of business other than a hotel in any of the places named in such order or to sell or cause to be sold in any such store, shop or other place of business any goods or articles whatsoever. Any person who contravenes the provisions of this section shall on conviction be liable to a fine not exceeding FNH 5,000 and in default of payment to imprisonment for a term not exceeding one month.
- Exemptions. 7. Section 6 shall not apply to :-
  - (a) the sale of any drugs or medicines;
  - (b) the sale of bread, butter, fresh milk, fresh meat, fresh fish and ice not later than noon;
  - (c) the sale of refreshments in any places where refreshments are habitually sold for consumption on the premises.

SCHEDULE

(Section 1)

New Year's Day  
Good Friday  
Easter Monday  
Labour Day (1st May)  
Ascension Day  
Independence Day  
Assumption Day (5th October)  
National Unity Day  
Constitution Day - (29th November)  
Christmas Day  
Family Day

---



CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 20 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° **23** de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 15 Juillet 1980 ,  
Portant création d'une Commission consultative en matières de réformes et de  
propositions législatives.  
LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendue exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° **23** de 1980  
ci-après annexé.

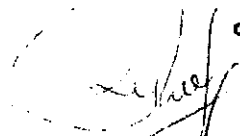
ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter de Jour de  
l'Indépendance.

Port-Vila, le **29** Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J.J. ROBERY

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

J PERES

DELIBERATION N° 23 DE 1980

portant création d'une commission consultative en matière de réformes et de propositions législatives.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Annexe à l'échange de lettres du 15 septembre 1977

EN sa séance du.....15 Juillet.....1980

A A D O P T E :

ARTICLE 1er

"commission" désigne la commission des lois ;  
"Ministre" désigne le ministre en exercice responsable des questions relatives à la réforme des lois ou tout autre ministre agissant en son nom ;

ARTICLE 2.

Il est par les présentes constitué une commission appelée commission des lois.

ARTICLE 3.

- 1) La commission se compose d'un président et de quatre autres membres.
- 2) Les membres sont nommés par le Ministre pour une durée de trois ans au plus ; leur mandat est reconductible.
- 3) Deux membres au plus peuvent être des fonctionnaires et un membre au moins doit être une personne inscrite au tableau des auxiliaires de justice de Vanuatu.

ARTICLE 4.

Lorsque le Ministre est fondé à croire qu'un membre :

- a) n'a pas assisté deux fois de suite aux réunions de la commission sans l'accord du Président ou sans motif valable ;
- b) a été reconnu coupable d'un crime contre les moeurs ; ou
- c) n'est pas en mesure ou n'est pas capable de remplir les fonctions de membre,

il peut, par avis publié au Journal Officiel de Vanuatu, déclarer le siège du membre vacant.

ARTICLE 5.

- 1) Le Ministre nomme un secrétaire auprès de la commission ; celui-ci peut également être fonctionnaire.
- 2) Le Gouvernement fournit à la commission les moyens nécessaires à la tenue de ses réunions et met à sa disposition un service de secrétariat pour l'établissement de ses procès-verbaux et de ses rapports.

- ARTICLE 6.
- 1) La commission se réunit au moins six fois par an.
  - 2) Le quorum est atteint lorsqu'au moins la moitié des membres sont présents.
  - 3) Sous réserve des dispositions des paragraphes précédents et de tout arrêté pris par le Ministre, la commission établit et adopte son propre règlement intérieur.

ARTICLE 7. La commission est chargée d'étudier les lois et de procéder régulièrement à leur examen en vue de recommander des réformes afin notamment :

- a) de faire disparaître les anachronismes et anomalies ;
- b) de veiller à ce que le droit reflète les différentes notions caractérisant la coutume et les systèmes juridiques de droit civil et jurisprudentiel ainsi que d'harmoniser, le cas échéant, ces différentes notions.
- c) de faire progresser le concept et l'idée de Droit en fonction de l'évolution des besoins de la société vanuatuanne, des groupes et des particuliers qui la composent.

ARTICLE 8. Dans l'exercice de ses fonctions, la commission peut :

- a) recevoir et étudier toute proposition de réforme du droit dont elle peut être saisie par tout organe ou personne, y compris le Ministre ;
- b) de sa propre initiative, conduire les études et effectuer les recherches de nature juridique qu'elle estime nécessaires au bon exercice de ses fonctions, notamment dans le domaine des autres systèmes juridiques ;
- c) soumettre au Ministre des propositions de réforme du droit.

- ARTICLE 9.
- 1) Lorsqu'un projet de loi émanant du Gouvernement est publié, la commission peut adresser ses observations et recommandations au président du Parlement avant l'ouverture des débats sur le projet.
  - 2) Lorsque le président du Parlement reçoit une proposition de loi d'initiative parlementaire il en adresse un exemplaire à la commission qui peut, si elle le juge approprié, lui faire part de ses observations et recommandations dans les formes prévues au paragraphe 1 ;
  - 3) Le président du Parlement communique dès que possible à chaque député copie des observations et recommandations que la Commission lui a adressées conformément aux paragraphes 1 et 2.

ARTICLE 10. Les frais régulièrement encourus par les membres de la commission dans l'exercice de leurs fonctions sont remboursés.

ARTICLE 11. La commission prépare chaque année à l'intention du Ministre un rapport comprenant un résumé des activités qu'elle a tenues conformément au présent Règlement ; la forme de ce rapport peut être fixée par la commission ou prescrite par le Ministre.

- ARTICLE 12.
- 1) Le Ministre peut prendre tout arrêté d'application visant à une meilleure exécution des dispositions du présent Règlement.
  - 2) Tout en se conformant aux dispositions générales du paragraphe 1, les arrêtés d'application peuvent être relatifs :
    - a) au règlement intérieur de la commission ;
    - b) aux modalités de remboursement des frais encourus par les membres de la commission ; et,
    - c) à la forme sous laquelle la commission établit son rapport annuel.
-

NEW HEBRIDES  
REPRESENTATIVE ASSEMBLY

RESOLUTION NO 23 OF 1980

To establish a Commission to advise on law reform and legislation proposals.

The Representative Assembly of the New Hebrides at its sitting on the 15 July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15th September 1977 to adopt the following measures :-

- |   |    |  |
|---|----|--|
| Interpretation.                               | 1. | "Commission" means the Law Commission;<br>"Minister" means the Minister for the time being responsible for matters relating to law reform or any Minister acting on his behalf;  |
| Establishment of Commission.                  | 2. | A commission is hereby established to be known as the Law Commission.  |
| Membership of Commission.                     | 3. | (1) The Commission shall consist of a chairman and 4 other members.<br>(2) The members shall be appointed for a term of not more than three years by the Minister but shall be eligible for re-appointment.<br>(3) Not more than 2 members may be public officers and not less than one member shall be a person entitled to practise as a legal practitioner in Vanuatu.  |
| Removal from Office of members of Commission. | 4. | Should the Minister be satisfied that a member of the Commission -<br>(a) has been absent from 2 consecutive meetings of the Commission without the consent of the chairman or without reasonable excuse ;<br>(b) has been convicted of a crime involving moral turpitude; or<br>(c) is otherwise unable or unfit to discharge the functions of a member<br>he may by notice in the Vanuatu Gazette declare the office of the member vacant. |

Secretary  
and  
Services.

5. (1) The Minister shall appoint a secretary to the Commission who may also be a public officer.
- (2) The Government shall provide the Commission facilities for its meetings and secretarial services for minutes and reports.

Meetings.

6. (1) The Commission shall meet not less than six times in each year; of
- (2) Not less than half the members shall constitute a quorum of the Commission.
- (3) Subject to the preceding subsections and any orders made by the Minister the Commission shall adopt and regulate its own procedures.

Functions  
of  
Commission.

7. The functions of the Commission are to study and keep under review the laws of Vanuatu with a view to recommending reforms and in particular :-

- (a) the removal of anachronisms and anomalies;
- (b) the reflection in the law of the distinctive concepts of custom, the common and civil law legal systems and the reconciliation where appropriate of differences in those concepts.
- (c) the development of new approaches to and new concepts of the law in keeping with and responsive to the changing needs of Vanuatu Society, of groups within that society and of individual members of that society.

Powers.

8. In carrying out its functions the Commission may :-
  - (a) receive and consider any proposals for the reform of the law that may be made or referred to it by any body or person including the Minister;
  - (b) on its own initiative carry out such studies and research of a legal nature as it may consider necessary for carrying out its functions including research relating to other legal systems;
  - (c) make proposals to the Minister for reforms in the law.

Procedure  
concerning  
Bills.

9. (1) When a Government Bill is published the Commission may submit comments and recommendations on the Bill by notice in writing to the Speaker before any debate on the Bill is commenced.
- (2) When the Speaker receives a private members bill he shall furnish the Commission with a copy so that it may if it considers fit give the Speaker notice of its comments and recommendations as provided in subsection (1) for Government Bills;
- (3) The Speaker shall provide each member of Parliament with a copy of any notice of the Commission received in accordance with subsection (1) or (2) as soon as practicable after he has received it.

Expenses  
of  
Members.

10. Members of the Commission shall be reimbursed expenses properly incurred in the exercise of their functions.

Annual  
Reports.

11. The Commission shall each year prepare a report to the Minister containing a summary of its activities under this Regulation in such form as it may decide or the Minister may prescribe.

Orders.

12. (1) The Minister may for the better carrying out of the provisions of this Regulation make orders not inconsistent with this Regulation.

(2) Without derogating from the generality of subsection (1) orders may provide for -

(a) the procedures of the Commission;

(b) the manner of reimbursement of expenses of members of the Commission;

(c) the form in which the annual report of the Commission shall be made.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 21 de 19 80

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 20 de 19 80 de  
l'Assemblée Représentative en date du 15 Juillet 19 80 ,  
Portant modification du Règlement Conjoint N°18 de 1971.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU Les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- ~~VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres~~  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E M T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° 20 de  
1980 ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter du Jour de  
l'Indépendance.

Port-Vila, le 29 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J.J. ROBERT

Le Secrétaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

J. PERES



ASSEMBLEE REPRESENTATIVEDESNOUVELLES-HEBRIDES

15 Juillet 1980

Original : Anglais

DELIBERATION N° 20 DE 1980

Portant modification du Règlement Conjoint n° 18 de 1971.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE

VU l'Article 23 de l'Echange de Lettres du 15 Septembre 1977  
 EN séance du...15...Juillet... 1980

## D E C I D E :

ARTICLE 1er. Le Règlement Conjoint n° 18 de 1971 est modifié :

a) En remplaçant dans tout le Règlement :

1. Les mots "Commissaires-Résidents" par "Ministre" et en procédant à tous les accords grammaticaux nécessaires.
2. Les mots "les Nouvelles-Hébrides" par "Vanuatu"

b) A l'Article 1

1. En supprimant les définitions d' "autochtone néo-hébridais" et d' "officier de police".
2. En supprimant les mots "Commissaires-Résidents" au paragraphe b) de la définition du mot "entré" et en les remplaçant par les mots "Ministre responsable de l'Aviation Civile".
3. En ajoutant les définitions suivantes :  
 "Ressortissant étranger" désigne une personne ne possédant pas la citoyenneté vanuatue ;

"Ministre" désigne le Ministre en titre responsable de l'immigration ou tout Ministre agissant en son nom ;

"Chef du service d'immigration" comprend tout agent du service d'immigration auquel des pouvoirs ont été délégués conformément au paragraphe 2 de l'Article 3 et tout officier de police d'un grade égal ou supérieur à celui de sergent.

"Vanuatu" désigne la République de Vanuatu.

- c) En remplaçant dans tout le Règlement les mots "Chefs du service d'immigration" par les mots "Chef du service d'immigration" et en procédant à tous les accords grammaticaux nécessaires.
- d) à l'Article 2
1. En remplaçant au paragraphe 1 les mots "de toutes personnes" par les mots "des ressortissants étrangers" ;
  2. En supprimant les paragraphes 2 et 3.
- e) En supprimant le paragraphe 1 de l'Article 3 et en le remplaçant par ce qui suit :
- 1) Le Ministre nomme un Chef du service d'immigration ainsi que tous autres agents d'immigration qu'il estime nécessaires ;
- f) au paragraphe 1 de l'Article 4, en supprimant la clause conditionnelle figurant à l'alinéa a).
- g) En supprimant l'Article 5 et en le remplaçant par ce qui suit :

.../...

ARTICLE 5.

- 1) Tout ressortissant étranger ne résidant pas à Vanuatu et souhaitant entrer sur le territoire national doit être titulaire d'un visa sauf s'il est citoyen d'un pays qui, par arrêté du Ministre, bénéficie d'une dispense assortie ou non de réserves ou conditions.
  - 2) Tout ressortissant étranger ne résidant pas à Vanuatu et souhaitant y établir sa résidence doit en faire préalablement la demande et doit déjà être titulaire d'un permis valide au moment de son arrivée sur le territoire national.
  - 3) Les personnes temporairement autorisées à entrer à Vanuatu en qualité de touriste ou autre ne peuvent présenter une demande en vue d'obtenir un permis de séjour pendant leur passage sur le territoire national.
  - 4) Tout ressortissant étranger souhaitant entrer à Vanuatu en qualité de touriste doit, à la requête du Chef du Service d'immigration, pouvoir établir de façon satisfaisante, lors de son arrivée ou à tout autre moment, qu'il a pris toutes dispositions utiles pour poursuivre son voyage vers un autre pays où il sera autorisé à entrer".
- h) En supprimant l'Article 7 et en le remplaçant par ce qui suit :

"ARTICLE 7 Le Chef du service d'immigration peut demander à tout ressortissant étranger entrant à Vanuatu de déposer préalablement auprès du

Trésorier du Gouvernement une somme qu'il estime suffisante pour couvrir les frais de son rapatriement et de celui des personnes à charge l'accompagnant".

i) En supprimant l'Article 9 et en le remplaçant par ce qui suit :

"ARTICLE 9. Les Articles 5, 6, 7 et 8 ne s'appliquent pas :

- a) aux personnes employées par le Gouvernement de Vanuatu ;
- b) aux personnes détachées auprès du Gouvernement de Vanuatu ;
- c) aux membres des missions diplomatiques en poste à Vanuatu ;
- d) aux personnes visitant Vanuatu et quittant le territoire national sur le même navire ou aéronef ;
- e) aux familles des personnes susmentionnées .

j) En supprimant l'Article 11 et en le remplaçant par ce qui suit :

"ARTICLE 11 1) Nul ne peut entrer sur le territoire national sans :

- a) Être titulaire d'un visa valide délivré en bonne et due forme, cette clause ne s'appliquant pas aux ressortissants des pays dispensés conformément au paragraphe 1 de l'Article 5, et
- b) Être titulaire d'un permis valide délivré en bonne et due forme, cette clause ne s'appliquant pas aux personnes dispensées conformément à l'Article 12 ;

.../...

2) Sous réserve des dispositions du présent Règlement, nul ne peut rester sur le territoire national après expiration ou annulation du permis délivré".

k) En supprimant le paragraphe 1 de l'Article 12 et en le remplaçant par ce qui suit :

" 1) Sous réserve des dispositions du présent Article, quiconque établit devant le Chef du ~~service d'immigration qu'il entre dans une~~ des catégories suivantes, est autorisé à entrer à Vanuatu sans être titulaire d'un permis prévu au présent Règlement :

- a) Toute personne dispensée par le Ministre ;
- b) Toute personne employée par le Gouvernement de Vanuatu ;
- c) Tout membre d'une mission diplomatique en poste à Vanuatu" ;

\* 1) En supprimant le paragraphe 3 de l'Article 13 et en le remplaçant par ce qui suit :

" 3) Nonobstant toute autre disposition figurant au présent Règlement, le Chef du service d'immigration peut annuler un permis.

- a) s'il peut légitimement croire que son titulaire a donné un faux signalment en soumettant sa demande, ou
- b) si son titulaire est reconnu coupable d'un délit passible d'une peine d'emprisonnement commuable ou non en amende".

m) En ajoutant à la fin de l'Article 14 l'alinéa suivant :

" f) a été reconnu coupable d'un délit"

...../.....

- n) En insérant les mots "ou d'aéronef" après le mot "navire" aux paragraphes 5 et 6 de l'Article 17 ;
- o) En insérant, à l'Article 18, les mots "ou aéronef" après le mot "navire" partout où ce dernier est employé ;
- p) En supprimant les paragraphes 3, 6 et 7 de l'Article 22 et en les remplaçant par ce qui suit :
- " 3) Toute personne reconnue coupable d'une infraction au présent Règlement pour laquelle aucune peine n'est spécifiquement prévue est passible d'une amende ne dépassant pas 50.000 FNE ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas 1 an ou des deux peines à la fois.
- 6) Toute personne reconnue coupable d'une infraction à l'alinéa o) du paragraphe 1 est passible d'une amende n'excédant pas <sup>100.000</sup> FNE ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas 5 ans ou des deux peines à la fois.
- 7) Lorsqu'un armateur, un commandant ou l'un quelconque de leurs agents laisse, sciemment ou non, entrer à Vanuatu un immigrant indésirable à bord ou à partir de son navire, il se rend coupable d'une infraction passible d'une amende ne dépassant pas 100.000 FNE.

Le fait que ledit armateur, commandant ou agent, selon le cas, était fondé à croire que ledit immigrant était titulaire d'un permis valide l'autorisant à entrer sur le territoire national sera cependant admis comme moyen de défense contre une accusation portée en vertu du présent paragraphe".

.../...

q) A l'Annexe 4,

1) En supprimant les points 17 et 18 et en les remplaçant par ce qui suit :

" 17° Avez-vous déjà fait l'objet d'une condamnation pénale (veuillez répondre par oui ou par non).....  
Si oui, précisez la nature du délit et de la peine".

" 18° Avez-vous déjà séjourné dans un hôpital psychiatrique (veuillez répondre par oui ou par non).....  
Si oui, donné toutes précisions".

2) En remplaçant le N.B. figurant à la fin de l'Annexe par ce qui suit :

"N.B.- Une demande séparée doit être présentée pour chaque postulant à l'exception des enfants de moins de 16 ans qui peuvent figurer sur la demande de l'un des parents ou de la personne qui en ont la garde.

ARTICLE 2. Tous les permis délivrés en vertu du Règlement Conjoint n° 18 de 1971 et avant l'entrée en vigueur du présent Règlement demeurent valides et sont réputés avoir été délivrés conformément au Règlement Conjoint n° 18 de 1971 comme amendé par les présents.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 21 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 20 of 1980, passed the 15th day of July 1980. To amend the Joint Immigration Regulation N°18 of 1971

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

- |                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| Scheduled Resolution put into effect. | 1. The Resolution of the Representative Assembly No. 20 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.                    |
| Short title and commencement.         | 2. This Joint Regulation may be cited as the Immigration (Amendment) Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence. |

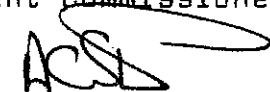
ENACTED at Vila this 23 day of July 1980.

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hébrides,

Pour Le Délégué  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

  
J. J. ROBERT

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

  
A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES



NEW HEBRIDES  
REPRESENTATIVE ASSEMBLY

RESOLUTION NO 20 OF 1980

To amend the Joint Immigration Regulation No 18 of 1971.

The Representative Assembly at its sitting on the <sup>15th</sup> day of July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule of the Exchange of Notes of 15th September 1977 to adopt the following measures :-

Amendment  
of J.R. 18  
of 1971.

1. The Joint Immigration Regulation No 18 of 1971 is amended -

(a) ~~By the substitution throughout the Regulation of~~

- (i) The word "Minister" for "Resident Commissioners" and the making of all grammatical corrections necessary as a result thereof;
- (ii) The word "Vanuatu" for the words "The New Hebrides";

(b) In Section 1 by -

- (i) the deletion of the definitions of "New Hebridean" and "Police Officers";
- (ii) the deletion of the words "Resident Commissioners" in paragraph (b) of the definition of "entry" and the substitution of the words "Minister responsible for civil aviation" therefor;
- (iii) the addition of the following definitions -  
"non-citizen" means a person who is not a citizen of Vanuatu;  
"Minister" means the Minister for the time being responsible for immigration or any Minister acting on his behalf";  
"Principal Immigration Officer" includes any immigration officers to whom powers are delegated in accordance with Section 3 (2) and any police officer of the rank of Sergeant and above;  
"Vanuatu" means the Republic of Vanuatu.

(c) By the substitution of the words "Principal Immigration Officer" for the words "Principal Immigration Officers" throughout the Regulation and the making of all grammatical corrections necessary as a result thereof.

(d) In Section 2 by -

- (i) the substitution of the words "of non-citizens" for the words "of all persons" after the words "New Hebrides" in sub-section (1):

- (e) (ii) the repeal of subsections (2) and (3):  
In section 3 by the repeal of subsection (1) and the substitution therefor of the following :-  
"(1) The Minister shall appoint a Principal Immigration Officer and such other immigration officers as he may consider necessary";
- (f) In Section 4 (1) by the repeal of the proviso to paragraph (a);
- (g) By the repeal of Section 5 and the substitution therefor of the following :-  
"5. (1) Any non-citizen not being a resident of Vanuatu who wishes to enter Vanuatu shall require a visa unless he is/citizen of a country exempted with or without limitations or conditions from visa requirements by order of the Minister.  
(2) Any non-citizen not being a resident of Vanuatu who wishes to take up residence in Vanuatu shall apply to enter Vanuatu from outside and shall be in possession of a valid permit to enter prior to entry.  
(3) No person may apply for a permit to reside in Vanuatu whilst temporarily present in Vanuatu as a permitted visitor or otherwise.  
(4) Any non-citizen who wishes to enter Vanuatu as a visitor shall produce on demand by the Principal Immigration Officer at the place of entry or at any time evidence, satisfactory to the Principal Immigration Officer, of onward passage arrangements to a country which he will be able to enter";
- (h) By the repeal of Section 7 and the substitution therefor of the following :-  
"7. The Principal Immigration officer may require any non-citizen on or prior to entering Vanuatu to deposit a sum with the Government which in the opinion of the Principal Immigration Officer, shall be sufficient to cover the cost of the repatriation of that person and those of his dependants accompanying him";
- (i) By the repeal of Section 9 and the substitution therefor of the following :-  
"9. Sections 5, 6, 7 and 8 shall not apply to -  
(a) Persons employed by the Government of Vanuatu.  
(b) Persons seconded to the Government of Vanuatu.  
(c) Members of Diplomatic Missions in Vanuatu:  
(d) Persons visiting Vanuatu and leaving on the same ship or aircraft.  
(e) the families of persons referred to in the foregoing paragraphs";

- (j) By the repeal of section 11 and the substitution therefor of the following -  
"11.(1) No person shall enter Vanuatu from any place outside unless -  
(a) He is in possession of a valid visa lawfully issued to him except if he is a citizen of a country exempted under Section 5 (1) and  
(b) He is in possession of a valid permit lawfully issued to him except if he is exempted under Section 12.  
(2) Subject to the provisions of this Regulation no person shall remain in Vanuatu after the expiry or cancellation of a permit";
- (k) By the repeal of subsection (1) of Section 12 and the substitution therefor of the following :-  
"(1) Subject to this section, a person who satisfies the Principal Immigration Officer that he comes into any of the following categories shall be entitled to enter Vanuatu without having obtained a permit under this Regulation, namely -  
(a) any person granted exemption by the Minister;  
(b) any person employed by the Government of Vanuatu;  
(c) any member of a diplomatic mission based in Vanuatu";
- (l) By the repeal of subsection (3) of section 13 and the substitution therefor of the following -  
"(3) Notwithstanding any other provision of this Regulation the Principal Immigration Officer may cancel a permit if -  
(a) he is satisfied that the holder of the permit made a false declaration in respect of the particulars required when applying for the permit; or  
(b) the holder of the permit is convicted of an offence carrying liability to a sentence of imprisonment whether or not as an alternative to a fine";
- (m) By the addition at the end of section 14 of the following paragraph -  
"(f) has been convicted of any offence";
- (n) In Section 17 by the insertion of the words "or aircraft" after the word "ship" in subsections (5) and (6);
- (o) In section 18 by the insertion of the words "or aircraft" after the word "ship" where it occurs.

- (n) In Section 17 by the insertion of the words "or aircraft" after the word "ship" in subsections (5) and (6);
- (o) In section 18 by the insertion of the words "or aircraft" after the word "ship" where it occurs;
- (p) In Section 22 by the repeal of subsections (3) (6) and (7) and the substitution therefor of the following -  
 "(3) Any person convicted of an offence against this Regulation for which no penalty is otherwise provided shall be liable to a fine not exceeding FNH 50,000 or to a term of imprisonment not exceeding one year or to both such fine and imprisonment.

(6) Any person who is convicted of an offence under paragraph (o) of subsection (1) shall be liable to a fine not exceeding 100,000 FNH or to imprisonment for a term not exceeding 5 years or to both such fine and imprisonment.

(7) Where any prohibited immigrant enters Vanuatu on or from a ship, whether or not with the knowledge or the owner or master or of any agent therefor, such owner and master and such agent shall be guilty of an offence and shall be liable to a fine not exceeding 100,000 FNH. Provided that it shall be a defence to a charge under this subsection that the owner, master or agent as the case may be, had reasonable cause to believe that such prohibited immigrant was in possession of a valid permit authorising him to enter Vanuatu"

- (q) In the Fourth Schedule by
  - (i) the repeal of paragraphs 17 and 18 and the substitution therefor of the following -  
 "17 have you ever been convicted of a criminal offence (please answer yes or no).....  
 If yes give particulars".  
 18. Have you ever been a patient in a lunatic asylum or mental institution (please answer yes or no).....  
 If yes give full particulars.
  - (ii) By the substitution of the following for the note at the end of the Schedule.  
 "Note - separate application must be made in respect of each person except that application for a person under eighteen years may be included in the application of a parent or guardian".

Transitional  
and  
Saving.

2. (1) All permits issued in accordance with the Joint Immigration Regulation No 18 of 1971 prior to the coming into operation of this Regulation shall continue in force as if issued in accordance with the Joint Immigration Regulation No 18 of 1971 as amended by this Regulation.
- (2) All persons present or resident in Vanuatu and who are subject to Joint Immigration Regulation No 18 of 1971 on the coming into operation of this Regulation ~~may if they have~~ no permit under Joint Immigration Regulation No 18 of 1971 to reside or stay in Vanuatu apply from within Vanuatu within 6 months of the coming into operation of this Regulation or such further period as the Minister may by order declare for a permit to reside or stay in Vanuatu.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 22 de 1980

RENDAINT EXECUTOIRE la Délibération N° 22 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 16 Juillet 1980 ,  
Prorogeant le mandat des Conseillers municipaux et communaux.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et la Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération de l'Assemblée Représentative N° 22 de 16 Juillet 1980 ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter du Jour de l'Indépendance.

Port-Vila, le 23 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles Hébrides.



A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.



J.J. ROBERT

Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles Hébrides

Le Chancelier

J. PERES

DELIBERATION N° 22 DE 1980

Prorogeant le mandat des Conseillers municipaux et communaux

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Annexe de l'Echange de Lettres du  
15 Septembre 1977.

EN sa séance du... 16 Juillet ..... 1980

A A D O P T E :

1. Nonobstant les autres dispositions du Règlement No 1 de 1975 relatif aux Conseils municipaux et communaux le mandat des membres des Conseils communaux et du Conseil municipal de Port-Vila élus conformément audit Règlement, est prorogé jusqu'au 30 Novembre 1980.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 22 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 22 of 1980, passed the 16th day of July 1980.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

Scheduled Resolution put into effect.

1. The Resolution of the Representative Assembly No. 22 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

Short title and commencement.

2. This Joint Regulation may be cited as the Local Government (Amendment) Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence.

ENACTED at Vila this

23

day of July,

1980

Delegate Extraordinary for the French Republic in the New Hebrides,

Her Britannic Majesty's Resident Commissioner,

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

J.J. ROBERT



A.C. STUART

Le Chancelier

J. PERES